

Art. 2. L'article 5 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 5. Après la deuxième augmentation effectuée en 1983, les adaptations au coût de la vie seront appliquées au montant des pensions, tel qu'il résultera, à cette date, de l'application de l'article 3. »

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1983.

Art. 4. Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Secrétaire d'Etat aux Pensions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril — Espagne, le 30 décembre 1982.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,

J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat aux Pensions,

P. MAINIL

MINISTÈRE DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE

F. 83 — 47

Arrêté royal n° 122

modifiant les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal qui est soumis à Votre signature vise à exécuter l'article 1er, 9^e, de la loi du 2 février 1982 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi; cette disposition donne au Roi la compétence de prendre toutes mesures utiles en vue d'assurer l'équilibre de l'ensemble des régimes de sécurité sociale.

Le présent projet vise à éliminer un certain nombre d'anomalies dans le régime des prestations familiales pour travailleurs salariés.

1. Détermination du montant des allocations familiales dues pour plusieurs enfants.

Dans l'état actuel de la législation (les articles 40, 42 et 50ter), il est accordé à celui qui ouvre droit aux allocations familiales pour plusieurs enfants, une allocation augmentant conformément à l'accroissement de la charge familiale par suite de la progressivité dans les montants des allocations familiales. Cette progressivité dans les taux a pour but de déterminer un montant global d'allocations familiales en fonction de la charge familiale.

Toutefois, en pratique, il y a beaucoup de cas dans lesquels celui qui ouvre le droit aux allocations familiales n'élève pas ces enfants dans son ménage; en fait, les enfants sont élevés dans le ménage d'une autre personne qui n'est pas attributaire d'allocations familiales ou qui a cédé son droit prioritaire.

Il est évident que dans ces cas, il devrait être uniquement tenu compte de la charge familiale réelle de l'allocataire et non pas de la charge familiale fictive de l'attributaire.

Pour ces raisons, il est proposé de déterminer le montant des allocations familiales en fonction du nombre d'enfants élevés par l'allocataire auquel les prestations familiales reviennent, lorsque les enfants en faveur desquels l'attributaire ouvre le droit aux allocations familiales ne font pas partie de son ménage.

Art. 2. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 5. Na de tweede verhoging in 1983 worden de aanpassingen aan de kosten van levensonderhoud toegepast op het bedrag van de pensioenen zoals het op die datum zal volgen uit de toepassing van artikel 3. »

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1983.

Art. 4. Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Pensioenen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril — Spanje, 30 december 1982.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,

J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Pensioenen,

P. MAINIL

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

N. 83 — 47

Koninklijk besluit nr. 122

tot wijziging van de samengeordende wetten betreffende
de kinderbijslag voor loonarbeiders

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het koninklijk besluit dat u ter ondertekening wordt voorgelegd beoogt uitvoering te geven aan artikel 1, 9^e, van de wet van 2 februari 1982 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning; deze bepaling verleent aan de Koning de bevoegdheid alle nuttige maatregelen te treffen ten einde het financieel evenwicht van het geheel van de stelsels van de sociale zekerheid te verzekeren.

Dit besluit heeft tot doel een aantal anomalieën in de kinderbijslagregeling voor werknemers te elimineren.

1. Bepaling van het bedrag van de kinderbijslag verschuldigd voor verschillende kinderen.

In de huidige stand van de wetgeving (artikelen 40, 42 en 50ter) wordt aan degene die recht opent op kinderbijslag voor verscheidene kinderen, ingevolge de progressie in de bedragen van de kinderbijslag, een bijslag toegekend die vermeerdert naargelang de gezinslast toeneemt. Deze progressie in de bedragen heeft tot doel een globaal bedrag aan kinderbijslag te bepalen in functie van de gezinslast.

In de praktijk doen zich evenwel veel gevallen voor waarin degene die het recht opent op kinderbijslag deze kinderen niet in zijn gezin opvoedt; in feite worden deze kinderen opgevoed in het gezin van een andere persoon die geen rechthebbende is op kinderbijslag of die zijn voorrangrecht heeft afstaan.

Het is vanzelfsprekend dat in die gevallen alleen zou dienen rekening gehouden te worden met de reële gezinslast van de bijslagtrekkende en niet met de fiktieve gezinslast van de rechthebbende.

Om deze reden wordt voorgesteld, wanneer de kinderen voor wie de rechthebbende recht opent op kinderbijslag geen deel uitmaken van zijn gezin, het bedrag van de kinderbijslag te bepalen in functie van het aantal kinderen opgevoed door de bijslagtrekkende aan wie de gezinslast ten goede komt.

Ainsi, dorénavant, lorsque l'attributaire ouvre droit, par exemple, aux allocations familiales pour trois enfants, dont un fait partie de son ménage et deux autres n'en font pas partie, les allocations familiales seront octroyées pour un premier enfant (1 895 F) (*) audit attributaire et les allocations familiales pour un premier et second enfant ($1 895 F + 3 006 F = 4 891 F$) (*) à l'allocataire; dans l'état actuel de la réglementation, le montant total desdites allocations pour trois enfants ($1 895 F + 3 006 F + 4 116 F = 9 017 F$) (*) est partagé proportionnellement entre les deux familles, soit $1/3$ (3 006 F) pour un ménage et $2/3$ (6 011 F) pour l'autre ménage.

Il est évident que dans ces deux ménages, il est payé plus que ce qui peut être accordé dans l'esprit du législateur compte tenu de la charge familiale. Redresser cette situation est une affaire d'équité et de justice à l'égard des autres familles.

Par souci d'être complet, il faut remarquer que, tant pour l'ouverture du droit aux allocations familiales par l'attributaire que pour déterminer le montant total des allocations familiales, il ne sera pas tenu compte de l'orphelin attributaire d'allocations familiales aux taux majorés qui possède en fait un droit autonome et à un taux uniforme. Par contre, il sera tenu compte du fait que l'orphelin se trouve dans le ménage, lorsque par exemple la veuve est remariée et a des enfants de son deuxième mariage pour déterminer ainsi le montant de l'allocation d'orphelin au barème ordinaire en fonction de la charge familiale dans le nouveau ménage.

En outre, l'attention doit être attirée sur le fait que ce qui précède n'est pas appliquée lorsque l'attributaire ouvre droit pour un enfant placé dans une institution à charge ou par l'intermédiaire d'une autorité publique conformément à l'article 70 des lois coordonnées puisque, dans ces cas, la réalité est généralement différente; de plus, ladite façon d'agir préjudicierait trop la famille et l'institution ou l'autorité publique, puisque chacun d'eux recevrait le taux d'allocations familiales revenant à un premier enfant. La répartition proportionnelle continuera donc à être appliquée dans ces cas.

En outre, la situation spéciale dans laquelle l'allocataire élève plusieurs enfants en faveur desquels le droit est ouvert par plusieurs attributaires doit être réglée, en vue de déterminer le montant d'allocations familiales qui est redevable par chacun des organismes d'allocations familiales; ainsi il est prévu que les allocations familiales sont allouées en fonction du rang des enfants selon leur âge.

Ensuite, la règle est confirmée selon laquelle le montant accordé pour le cadet enfants bénéficiaires est supprimé lorsque le nombre d'enfants bénéficiaires diminue d'une unité.

Enfin, des dispositions spécifiques ont été prises en vue de régler la répartition proportionnelle du montant des allocations familiales entre différents allocataires dans deux cas spécifiques, e.a., lorsque un enfant est placé, dont mention ci-dessus.

2. Lien entre l'attributaire et l'enfant bénéficiaire.

En vertu de la législation, un lieu de sang ou de dépendance socio-économique doit exister entre l'attributaire et l'enfant bénéficiaire pour que ladite personne soit attributaire effectif d'allocations familiales pour l'édit enfant.

a) Enfants pour lesquels un travailleur supporte plus de la moitié du coût d'entretien.

L'article 51, alinéa 2, 6°, des lois coordonnées dispose que le travailleur salarié a droit aux allocations familiales pour les enfants dans l'entretien desquels il intervient pour plus de la moitié; le travailleur salarié est présumé remplir cette condition jusqu'à preuve du contraire, lorsqu'il apparaît de l'inscription dans les registres de la population ou les registres des étrangers que ces enfants font partie de son ménage depuis au moins six mois, ou que l'enfant est né dans son ménage formé depuis au moins six mois.

Cette disposition est tellement large qu'elle permet l'ouverture du droit aux allocations familiales en faveur d'enfants qui ne font pas partie du ménage ainsi que pour n'importe quel enfant recueilli dans un ménage.

Aldus zal voortaan aan de rechthebbende die een recht opent op kinderbijslag voor drie kinderen, waarvan één deel uitmaakt van zijn gezin en de twee andere geen deel uitmaken van zijn gezin, kinderbijslag toegekend worden voor een eerste kind (1 895 F) (*) en kinderbijslag voor een eerste en een tweede kind (1 895 F + 3 006 F = 4 891 F) (*) aan de bijslagtrekkende; in de huidige stand van de reglementering wordt het totale bedrag van de bijslag voor de drie kinderen (1 895 F + 3 006 F + 4 116 F = 9 017 F) (*) evenredig verdeeld onder de twee gezinnen nl. $1/3$ (3 006 F) aan het ene gezin en $2/3$ (6 011 F) aan het andere gezin.

Het is duidelijk dat in de beide gezinnen meer wordt betaald dan in de geest van de wetgever mag betaald worden rekening houdend met de gezinslast. Het rechttrekken van deze toestand is billijk en rechtvaardig t.o.v. de andere gezinnen. —

Volledigheidshalve dient opgemerkt dat, zoals voor de opening van het recht op kinderbijslag door de rechthebbende, als voor het bepalen van het totaal bedrag van de gezinsbijslag geen rekening gehouden zal worden met de wees die rechthebbend is op de verhoogde wezenbijslag, die een autonoom recht bezit maar een eenvormig bedrag. Daarentegen zal wel rekening gehouden worden met het feit dat de wees zich in het gezin bevindt, wan-ner bijvoorbeeld de weduwe hertrouwd is en kinderen heeft uit het tweede huwelijk, om het bedrag van de wezenbijslag aan het gewone barema aldus te kunnen bepalen in functie van de reële gezinslast van het nieuwe gezin.

Verder dient er de aandacht op gevestigd dat wat voorafgaat niet toegepast wordt wanneer de rechthebbende recht opent voor een kind geplaatst in een instelling ten laste of door bemiddeling van een openbare overheid overeenkomstig artikel 70 van de geordende wetten, omdat de realiteit in deze gevallen meestal anders is; bovendien zou deze handelwijze al te zeer het gezin en de instelling of de openbare overheid benadeelen vermits elk van beiden het bedrag van een eerste kind zou ontvangen. De evenredige verdeling zal dus verder toegepast worden in deze gevallen.

Eveneens dient de bijzondere toestand geregeld waarin een bijslagtrekkende verscheidene kinderen opvoedt voor wie het recht geopend wordt door verscheidene rechthebbenden, om te bepalen welk bedrag aan kinderbijslag elk van de kinderbijslag-instellingen is verschuldigd; aldus wordt voorzien dat de bijslag wordt toegekend in functie van de rang van de kinderen volgens de leeftijd.

Verder is de regel bevestigd huidens welke, wanneer het aantal rechthebbende kinderen verminderd met een eenheid, het bedrag van het jongste kind wegvalt.

Ten slotte zijn bijzondere bepalingen getroffen om de evenredige verdeling van het bedrag van de kinderbijslag tussen verschillende bijslagtrekkenden te regelen in twee specifieke gevallen, o.m. wanneer een kind geplaatst is, waarvan hierboven sprake.

2. Band tussen de rechthebbende en het rechtgevend kind.

Krachtens de wetgeving dient tussen de persoon die het recht op kinderbijslag opent en het rechtgevend kind een band van bloedverwantschap of van sociaal-economische afhankelijkheid te bestaan, opdat deze persoon effectief rechthebbende zou zijn op kinderbijslag voor het kind.

a) Kinderen voor wie een werknemer meer dan de helft van de onderhoudskosten draagt.

Artikel 51, tweede lid, 6°, van de samengeordende wetten bepaalt dat de werknemer recht heeft op kinderbijslag voor de kinderen in wie onderhoud hij voor meer dan de helft bijdraagt; de werknemer wordt geacht tot bewijs van het tegendeel deze voorwaarde te vervullen, indien uit de inschrijving in het bevolkings- of vreemdelingenregister blijkt dat die kinderen sedert ten minste zes maanden deel uitmaken van zijn gezin of dat het kind geboren is in zijn sedert ten minste zes maanden gevormd gezin.

Diese bepaling is dermate ruim dat zij toelaat het recht op kinderbijslag te openen voor kinderen die geen deel uitmaken van het gezin gesmeide voor om het even welk kind dat in een gezin opgenomen wordt.

(*) Montants 1er octobre 1982.

(**) Bedragen 1 oktober 1982.

En vue d'éviter des abus, il est indiqué de n'ouvrir ce droit que pour des enfants qui sont dans une relation déterminée avec l'attributaire et d'imposer comme condition que l'enfant doit effectivement faire partie du ménage.

Ainsi, la notion de la « charge principale » est éliminée; d'une part, la charge ne doit plus être prouvée et, d'autre part, elle ne peut plus être prouvée pour un enfant qui est en dehors du ménage de l'attributaire sauf pour la relation particulière grands-parents-petits-enfants; pour des raisons administratives, ladite charge est d'ailleurs, dans la plupart des cas, déterminée en fonction des frais d'entretien forfaitaires adaptés à chaque indexation et fixés par circulaire ministérielle. Dans d'autres cas, la preuve de la charge provoque des interruptions parfois importantes dans le paiement régulier des allocations familiales, ceci au détriment du ménage.

En tant que catégories d'enfants faisant partie du ménage sont maintenues :

1. Les collatéraux au troisième degré (neveux et nièces); toutefois pour éviter des abus, il est exigé comme condition que ces enfants doivent avoir fait partie du ménage pendant au moins trois mois, sauf cas ces allocations familiales sont accordées dès le début de l'accueil dans le ménage.

2. Les enfants adoptés ou légitimés par adoption ou pris sous tutelle officieuse, pour la période qui précède le jour auquel ladite adoption ou tutelle officieuse produit ses effets.

3. Les frères et sœurs mais à condition qu'ils ne soient pas encore bénéficiaires des allocations familiales dans le régime d'allocations familiales pour travailleurs indépendants; vu ce principe général, les articles 53, 53bis et 53ter sont en outre abrogés; le paiement viendra donc intégralement du régime d'allocations familiales pour travailleurs indépendants et il sera mis fin au paiement par différence entre les allocations d'orphelins et les allocations de travailleurs invalides en application de l'article 53, lorsque le père était indépendant; de plus, le droit (temporaire) qui peut exister dans le ménage qui est considéré comme peu aisé en application des articles 53bis et 53ter, n'est plus repris étant donné le caractère dépassé de cette disposition. Toutefois, pour des raisons budgétaires propres au régime des indépendants, l'article 53 sera maintenu jusqu'au 1er janvier 1984.

4. Les enfants des personnes formant un ménage de fait par cohabitation et, pour autant que cette possibilité se présente, les enfants propres, légitimes ou naturels, de l'ex-conjoint.

5. Les enfants placés chez un particulier; dans l'état actuel de la législation, le particulier (travailleur salarié) chez qui un enfant est placé à charge d'une autorité publique, ne peut pas ouvrir le droit aux allocations familiales pour cet enfant, sauf lorsqu'il prouve que le montant de ses interventions dans les frais d'entretien est plus élevé que l'intervention de l'autorité publique, ce qui n'est guère possible puisque l'intervention de l'autorité publique dépasse largement le coût forfaitaire d'entretien fixé par circulaire ministérielle et dont question plus haut. Pour la plupart des enfants placés, un droit aux allocations familiales ne peut pas être fixé dans le chaf des parents, frères ou sœurs et la fixation desdits droits entraîne nombre de difficultés compte tenu de circonstances spéciales.

Il est proposé d'accorder un droit direct aux allocations familiales à cette catégorie de personnes parce qu'il est important de ne pas désavantager lesdites personnes par la présente modification, mais aussi parce que l'ouverture du droit dans le chef du particulier témoigne de l'intégration et de l'accueil complet de cet enfant dans son ménage et est indiscutablement un stimulant moral et psychologique.

Il est évident que dans cette optique, il est logique et équitable que la famille du particulier reçoive les allocations familiales complètes. C'est ainsi que la répartition spéciale (2/3 et 1/3) est supprimée.

Il est important de remarquer que pour un travailleur qui doit fournir la preuve de la charge et qui cohabite avec un indépendant, ce droit pourra immédiatement être accordé dans le chef dudit travailleur salarié sans devoir attendre la preuve de la charge.

Om misbruiken te voorkomen is het aangewezen dit recht enkel te openen voor kinderen die in een bepaalde relatie staan met de rechthebbende en als voorwaarde te stellen dat het kind effectief moet deel uitmaken van het gezin.

Het begrip « hoofdzakelijk ten laste » wordt aldus geweerd; de last moet enerzijds niet meer worden bewezen en anderzijds kan hij niet worden bewezen voor een kind dat buiten het gezin van de rechthebbenden is, behalve in de bijzondere relatie grootouders-kleinkinderen; deze last wordt trouwens meestal, om administratieve redenen, bepaald in functie van bij iedere indexering aangepaste forfaitaire onderhoudskosten vastgesteld bij ministeriële omzendbrief. In andere gevallen geeft het bewijs van de last aanleiding tot soms belangrijke onderbrekingen in de regelmatige betaling van de kinderbijslag, ten nadele van het gezin.

Als categorieën van kinderen die deel uitmaken van het gezin worden behouden :

1. Verwanten van de zijlijn van de derde graad (neven en nichten); om misbruiken te voorkomen wordt evenwel als voorwaarde gesteld dat deze kinderen minstens drie maanden deel moeten hebben uitgemaakt van het gezin, in welk geval deze bijslag vanaf het begin van de opvang in het gezin wordt toegekend.

2. De kinderen die geadopteerd of gewettigd worden door adoptie of onder pleegvoogdij genomen, voor de periode die voorafgaat aan de dag waarop deze adoptie of pleegvoogdij uitwerking heeft.

3. De broers en de zusters doch op voorwaarde dat zij nog geen recht hebben op kinderbijslag in de regeling van de zelfstandigen; gelet op dit algemeen principe worden boven dien de artikelen 53, 53bis en 53ter opgeheven; de betaling zal dus integraal komen van de kinderbijslagregeling voor de zelfstandigen en de betaling van het verschil, wanneer de vader zelfstandig was, tussen de wezenbijslag en de invalidenbijslag in toepassing van artikel 53 zal beëindigd worden; tevens wordt het (tijdelijke) recht dat kan bestaan in het gezin dat als minvermogen wordt aangemerkt in toepassing van de artikelen 53bis en 53ter, wegens zijn voorbijgestreefd karakter niet langer behouden. Om budgettaire redenen, eigen aan het stelsel van de zelfstandigen, zal artikel 53 evenwel tot 1 januari 1984 behouden blijven.

4. De kinderen van de personen die een feitelijk gezin vormen door samenwoning en, voor zover deze mogelijkheid zich zou voordoen, de eigen, wetige of natuurlijke kinderen van de echtgenoot.

5. De kinderen die geplaatst zijn bij een particulier; in de huidige stand van de wetgeving kan de particulier (werknaemer) bij wie een kind is geplaatst, ten laste van een openbare overheid, geen recht opener op kinderbijslag voor dat kind, behalve wanneer hij bewijst dat het bedrag van zijn tegemoetkoming in de onderhoudskosten van het kind hoger is dan de bijdrage van de openbare overheid. Dit is natuurlijk mogelijk vermits de bijdrage van de openbare overheid ruimschoots de forfaitaire onderhoudskosten overschrijdt, bepaald bij ministeriële omzendbrief, waarvan hierboven sprake. Voor een groot gedeelte van de geplaatste kinderen kan geen recht op kinderbijslag vastgesteld worden in hoofde van de ouders, broers of zusters en levert deze vaststelling, de bijzondere omstandigheden in acht genomen, tal van moeilijkheden op.

Voorgesteld wordt een rechtstreeks recht op kinderbijslag te verlenen aan deze categorie van personen, omdat het belangwekkend is deze personen niet te benadeelen door onderhavige wijziging, maar ook omdat de opening van het recht in hoofde van de particulier een blijk is van integratie en volledige opvang van dit kind in zijn gezin en onmiskenbaar een morele en psychologische stimulans is.

Het is evident dat het in deze optiek logisch en billijk is dat het gezin van de particulier de volledige kinderbijslag zou ontvangen. Zodoende wordt de bijzondere verdelingswijze van deze kinderbijslag (2/3 en 1/3) opgeheven.

Belangrijk is op te merken dat, voor een werknaemer die het bewijs van de last moet leveren en die samenwoont met een zelfstandige, voortaan onmiskenbaar het recht zal kunnen toegekend worden in hoofde van de werknaemer zonder dit bewijs van de last te moeten afwachten.

Il découle de ce qui précède qu'il n'existera plus de droit pour les catégories suivantes d'enfants :

- pour des conjoints entre eux;
- pour les enfants alliés (beaux-parents - beaux-enfants);
- pour les enfants totalement étrangers au ménage;
- pour les enfants qui ne sont parents qu'au quatrième degré ou plus;
- les enfants qui ne font pas partie du ménage et ne sont pas enfants des deux conjoints, d'un des conjoints ou de l'ex-conjoint, et qui ne sont ni frères ou sœurs. Il doit être remarqué que dans beaucoup de ces cas, le droit pourra être fixé dans le chef d'une autre personne et dans la plupart des cas, dans le chef d'un des parents.

6. Enfin, le pouvoir est donné au Ministre des Affaires sociales d'autoriser dans des cas sociaux, par une mesure individuelle ou collective, l'accord à un travailleur des allocations familiales pour des enfants qui n'ont pas avec lui des liens tels que visés au nouvel alinéa 2 proposé de l'article 51.

b) Petits-enfants et arrière-petits-enfants.

Ici aussi pour restreindre certains abus, il est prévu que les grands-parents et arrière-grands-parents ne bénéficient d'allocations familiales que lorsque les petits enfants ou arrière-petits-enfants ont fait partie du ménage pendant une certaine période, dans quel cas les allocations familiales seront toutefois accordées dès le début de cette période.

Le droit est désormais maintenu lorsque cet enfant est placé dans une institution ou lorsque les grands-parents ou arrière-grands-parents font élire cet enfant à leur charge.

c) Adaptations par suite de la suppression de la notion « charge principale » dont question sub 1.

Abstraction faite des adaptations indiquées ci-dessus, des adaptations similaires doivent être apportées dans d'autres articles par la suppression de la notion de la charge principale.

Tel est le cas en ce qui concerne le droit aux allocations familiales pour les enfants d'étudiants et de handicapés (articles 56quinquies et 56sexies).

Toutefois, d'autre part, dans l'article 51 et dans l'article 54, certaines relations de parenté sont définies plus clairement et complétées, s'il s'avère nécessaire pour des raisons sociales. Ainsi, désormais, le travailleur ouvrira également droit pour les enfants naturels de son conjoint; un même droit est en outre prévu pour les enfants naturels non-reconnus de la mère-travailleur salariée; l'enfant naturel est assimilé à un enfant légitime dans la relation avec ses grands-parents et arrière-grands-parents, oncles et tantes, frères et sœurs; enfin les demi-frères et demi-sœurs sont aussi considérés comme des frères et des sœurs.

De plus, par suite de l'abrogation de l'article 53, la possibilité est laissée ouverte pour les frères et sœurs d'ouvrir le droit aux allocations familiales pour les enfants ne faisant pas partie du ménage (enfants placés), pour autant qu'il n'existe aucun autre droit pour ces enfants du chef d'une autre personne, en tant que travailleur salarié ou indépendant.

Enfin, en fonction de toutes les adaptations précitées, les règles déterminant l'ordre de priorité entre les attributaires potentiels dans le régime d'allocations familiales doivent être réaménagées.

Ces règles sont, quant au contenu, identiques aux précédentes sauf sur trois points; notamment :

a) dorénavant, la mère précédera le beau-père dans l'ordre de priorité;

b) lorsqu'aucun des parents ni aucun des beaux-parents n'éleve les enfants chez eux, le droit est accordé au plus âgé d'entre les attributaires qui ont l'enfant chez eux, quelle que soit la base sur laquelle ledit attributaire ouvre le droit;

c) pour exclure tout doute à ce propos, il est stipulé que le droit aux allocations familiales de l'orphelin lui-même est toujours prioritaire sur tout autre droit.

3. Allocations familiales pour les enfants d'étudiants.

L'article 56sexies des lois coordonnées prévoit l'accord à l'octroi des allocations familiales pour les enfants d'étudiants jusqu'à l'âge de 25 ans, prolongeable jusqu'à 27 ans, moyennant dérogation.

Uit wat voorafgaat blijkt derhalve dat voor volgende categorieën van kinderen geen recht meer zal bestaan :

- voor de echtgenoten onderling;
- voor de aanverwante kinderen (schoonouders-schoonkinderen);
- voor de totaal aan het gezin vreemde kinderen;
- voor de kinderen die slechts bloedverwant zijn in de vierde graad of verder;
- de kinderen die geen deel uitmaken van het gezin en geen kinderen zijn van de beide echtgenoten, één van de echtgenoten of van de gewezen echtgenoot, noch broers of zusters. Opgemerkt dient te worden dat in vele van deze gevallen het recht zal vastgesteld kunnen worden in hoofde van een andere persoon en meestal met name van één van de ouders.

6. Tenslotte is de bevoegdheid verleend aan de Minister van Sociale Zaken om in sociale gevallen, bij individuele of collectieve maatregel een werknemer toe te laten kinderbijslag te verwerven voor kinderen die niet in een relatie staan met hem die vermeld is in het voorgestelde nieuwe tweede lid van artikel 51.

b) Kinderen en achterkleinkinderen.

Opnieuw om bepaalde misbruiken te beperken wordt gesteld dat de grootouders en overgrootouders slechts gerechtig zijn op kinderbijslag indien de kleinkinderen of achterkleinkinderen een zekere periode deel hebben uitgemaakt van het gezin, in welk geval vanaf het begin van deze periode nochtans de bijslag zal worden uitbetaald.

Dit recht wordt voortaan echter behouden wanneer het kind wordt geplaatst in een instelling of wanneer de grootouders of overgrootouders dit kind te hunnen laste laten oproeden.

c) Aanpassingen tengevolge van het weren van het begrip « hoofdzakelijke last », waarvan sprake sub 1.

Afgezien van de hierboven vermelde aanpassingen dienen gelijksortige aanpassingen aangebracht in andere artikelen door het schrappen van het begrip van de hoofdzakelijke last.

Dit is het geval voor het recht op kinderbijslag voor kinderen van studenten en van minder-validen (artikelen 56quinquies en 56sexies).

Daarnaast evenwel zijn in artikel 51 en artikel 54 bepaalde afstammingsrelaties duidelijker beschreven en waar nodig aangevuld om sociale redenen. Zo zal voortaan de werknemer ook recht openen voor de natuurlijke kinderen van zijn echtgenoot; eenzelfde recht wordt bovendien voorzien voor de niet erkende natuurlijke kinderen van de moeder-werknemer; het natuurlijke kind wordt gedijkgesteld met een wettig kind in de relatie met zijn grootouders en overgrootouders, ooms en tantes, broers en zusters; tenslotte worden ook de halfbroers en halfzusters als broers of zusters beschouwd.

Verder wordt wegens het afschaffen van artikel 53 de mogelijkheid opengelaten voor broers en zusters om het recht op kinderbijslag te openen voor de kinderen die geen deel uitmaken van het gezin (geplaatste kinderen) voor zover geen enkel ander recht bestaat voor die kinderen in hoofde van een andere persoon, werknemer of zelfstandige.

Tenslotte dienen in functie van alle voormelde aanpassingen de regelen herschikt te worden die de voorrangssorde bepalen tussen de potentiele rechthebbende in de kinderbijslagregeling.

Deze regelen zijn qua inhoud identiek aan de vorige behalve op drie punten; met name :

a) voortaan, zal de moeder de stiefvader voorafgaan in de voorrangssorde;

b) wanneer geen der ouders of stiefouders de kinderen bij zich oproeden wordt het recht toegekend aan de oudste onder de rechthebbenden die dit kind bij zich hebben, om het even op welke grond deze rechthebbende het recht open;

c) om iedere twijfel dienaangaande uit te sluiten wordt gesteld dat het recht op kinderbijslag van de wees zelf steeds voorrang heeft op ieder ander recht.

3. Kinderbijslag voor kinderen van studenten.

Artikel 56sexies van de samengeordende wetten voorziet in de toekenning van de kinderbijslag voor kinderen van studenten tot de leeftijd van 25 jaar, mits afwijking verlengbaar tot 27 jaar.

L'octroi s'effectuait à l'origine à charge de l'Etat mais se fait maintenant à charge du régime d'allocations familiales pour travailleurs salariés.

L'octroi n'est lié à aucune condition pour autant que les enfants soient des enfants propres ou communs de l'étudiant ou de son conjoint et soient à sa charge.

L'expérience démontre que l'octroi de ce droit, qui est accordé en dehors de tout assujettissement à la sécurité sociale, doit être lié à une condition de résidence préalable en Belgique de l'étudiant-demandeur. Cette période est fixée à cinq ans. Le Ministre des Affaires sociales peut déroger à cette condition dans des cas particuliers.

4. Le droit aux allocations familiales de l'enfant handicapé âgé de plus de 25 ans.

Dans l'état actuel de la législation, l'enfant handicapé reste bénéficiaire sans limite d'âge des allocations familiales lorsqu'il est reconnu totalement incapable d'exercer une profession quelconque par suite de son état physique ou mental ou lorsqu'il est incapable à 66 p.c. au moins et occupé dans un atelier protégé où se trouve dans une situation y assimilée.

L'octroi de ces allocations familiales à des handicapés sans doute atteints dans leurs facultés d'être ou d'avoir ne trouve guère de justification convaincante d'autant plus que les conditions d'octroi existantes créent une discrimination entre handicapés, les uns percevant des allocations familiales, les autres ne pouvant les obtenir.

D'autre part, un peu moins de la moitié des handicapés de plus de 25 ans, bénéficiaires d'allocations familiales reçoivent des allocations d'orphelins ce qui s'explique puisqu'aucune limitation d'âge n'est mise actuellement à l'octroi d'allocations familiales.

Aussi, en attendant de revoir globalement la problématique des allocations familiales accordées à des handicapés majeurs — ce qui doit se faire à l'occasion de la réforme de la législation accordant des allocations aux handicapés — il est proposé les mesures suivantes :

A partir du 1er janvier 1983, un principe général est énoncé, à savoir : les enfants handicapés de plus de 25 ans réunissant les conditions d'octroi pour bénéficier des allocations familiales sans limite d'âge obtiendront les allocations familiales au taux ordinaire et le supplément d'âge. Ces montants demeurent indexés. Par ailleurs, il n'est pas inutile de rappeler que dans l'état actuel de la législation, les handicapés de plus de 25 ans n'ont jamais eu le bénéfice des suppléments pour enfants handicapés.

Par dérogation au principe général ci-dessus énoncé, les enfants de travailleurs invalides continueront à bénéficier de taux majorés pour enfants d'invalides et du supplément d'âge. Toutefois, ces montants ne seront plus indexés jusqu'à ce que les allocations qu'ils perçoivent atteignent le montant des taux ordinaires et des suppléments d'âge.

Les orphelins obtiendront désormais le taux dont bénéficient les enfants d'invalides et le supplément d'âge. Ces montants ne seront plus indexés jusqu'au moment où les allocations familiales aux taux ordinaires et les suppléments d'âge, qui d'après le principe général demeurent liés à l'évolution de l'index, atteignent les montants qui leur sont accordés.

En outre, le cumul avec l'exercice d'une activité entraînant l'assujettissement à la sécurité sociale en tant que travailleur salarié ou indépendant, ou avec le bénéfice de prestations sociales pour cause d'incapacité de travail, chômage involontaire ou mise à la retraite, à l'exception d'une allocation en tant que handicapé, n'est pas autorisé.

5. Modification de l'ordre d'octroi des allocations familiales.

La législation actuelle autorise, conformément aux articles 66 et 120 des lois coordonnées, de modifier avec une rétroactivité de trois ans l'ordre de priorité en ce qui concerne l'établissement effectif du droit aux allocations familiales, par une cession de ladite priorité par le titulaire prioritaire.

Il n'est pas indiqué de maintenir cette faculté trop large, en effet elle est, dans beaucoup de cas, utilisée pour obtenir avec rétroactivité des avantages financiers provenant d'une progression de rang des enfants ou du fait qu'il y a droit à un barème plus élevé.

Deze toekenning geschiedde oorspronkelijk ten laste van het Rijk maar geschiedt nu ten laste van de kinderbijslagregeling voor werknemers.

De toekenning is aan geen enkele voorwaarde verbonden voor zover de kinderen eigen kinderen of gemeenschappelijke kinderen zijn van de student of van zijn echtgenoot en te zijnen laste zijn.

De ervaring leert dat de toekenning van dit recht, dat los van iedere verzekерingsplicht aan de sociale zekerheid wordt verleend, dient gebonden te worden aan een voorwaarde van voorafgaand verblijf in België van de student-aanvrager. Deze periode wordt gesteld op vijf jaar. Aan de Minister van Sociale Zaken wordt de bevoegdheid gegeven in bijzondere gevallen af te wijken van deze voorwaarde.

4. Het recht op kinderbijslag van het minder valide kind ouder dan 25 jaar.

In de huidige stand van de wetgeving blijft het minder valide kind zonder leeftijdsbeperking gerechtigd op kinderbijslag als het volledig ongeschikt is erkend om enig beroep uit te oefenen wegens zijn lichaams- of geestesgesteldheid of als het ten minste 66 pct. arbeidsongeschikt is en tewerkgesteld is in een beschutte werkplaats of zich bevindt in een gelijkgestelde toestand.

De toekenning van die kinderbijslag aan minder-validen, die zonder twijfel in hun wezen of in hun goederen zijn getroffen, kan moeilijk op overtuigende wijze verantwoord worden, des te meer dat de huidige toekenningsoorwaarden een discriminatie maken tussen de minder-validen van wie de enen kinderbijslag ontvangen, terwijl de andere er geen kunnen bekomen.

Daarbij komt nog dat ongeveer de helft van de minder-validen die ouder zijn dan 25 en kinderbijslag ontvangen, op wezenbijslag zijn gerechtigd. De reden ervan is dat er thans geen leeftijdsbegrenzing is voor de toekenning van kinderbijslag.

In afwachting van een globale herziening van het probleem van de kinderbijslagen die aan meerderjarige minder-validen worden toegekend — die geschiedt moet ter gelegenheid van de herverdeling van de wetgeving tot toekenning van de tegemoetkomingen aan minder-validen — worden aldus volgende maatregelen voorgesteld :

Vanaf 1 januari 1983 wordt een algemeen beginsel geformuleerd, te weten : minder valide kinderen ouder dan 25 jaar die aan de voorwaarden voldoen om, zonder beperking van leeftijd, op kinderbijslag gerechtigd te zijn, zullen de gewone kinderbijslag en leeftijdsbijslag ontvangen. Deze bedragen blijven aan het indexcijfer gekoppeld. Ook moet worden herinnerd dat volgens de vigerende wetgeving, de minder-validen ouder dan 25 nooit het voordeel van de bijslag voor minder valide kinderen gehad hebben.

In afwijking van dit algemeen beginsel blijven de kinderen van invalide werknemers op de verhoogde bijslagen voor kinderen van invaliden en op de leeftijdsbijslag gerechtigd. Deze bedragen zullen echter niet meer worden geïndexeerd tot dat de ontvangen kinderbijslag even groot is als de gewone bedragen en als de leeftijdsbijslag.

De wezen zullen voortaan het bedrag en de leeftijdsbijslag ontvangen waarop de kinderen van invaliden gerechtigd zijn. Ook deze bedragen zullen niet meer geïndexeerd worden tot op het tijdstip dat de hun toegekende kinderbijslag het bedrag bereikt van de gewone kinderbijslag en van de leeftijdsbijslagen die volgens de algemene regel gebonden blijven aan de evolutie van het indexcijfer.

Bovendien wordt geen samenloop toegelaten met de uitoefening van een verzekeringsplichtige activiteit als werknemer of zelfstandige noch met het genot van sociale uitkeringen wegens arbeidsongeschiktheid, onvrijwillige werkloosheid of pensionering, met uitzondering van een tegemoetkoming als minder valide.

5. Wijziging van de orde van toekenning van de kinderbijslag.

De huidige wetgeving laat overeenkomstig de artikelen 66 en 120 van de geordende wetten toe de orde van voorrang inzake de effektieve vaststelling van het recht op kinderbijslag te wijzigen, door het afstaan van de voorrang door de voorrangsgerechte, en dit met een terugwerkende kracht van drie jaar.

Het aanhouden van deze te ruime mogelijkheid is niet aangezien. Zij wordt inderdaad veel gebruikt om met terugwerkende kracht financieel voordeel te verwerven uit een rangverhoging van de kinderen of het gerechtigd zijn op een hoger barema.

Dorénavant, une modification de la priorité sortira ses effets au plus tôt pour les allocations familiales dues pour le mois au cours duquel la cession de priorité est faite ou que la cession de priorité est révoquée. En même temps, toute cession de priorité pour une durée déterminable est exclue parce que pareille dérogation est en contradiction avec la règle qu'une cession ne peut être faite que moyennant une révocation formelle pour l'avenir parce que pareille condition résolutoire à laquelle elle est liée suscite des difficultés en ce qui concerne la connaissance de l'attributaire et de l'organisme d'allocations familiales compétent.

Le Ministre des Affaires sociales pourra toutefois déroger à la règle énoncée ci-dessus.

6. Octroi de l'allocation de naissance en faveur d'enfants qui sont adoptés, légitimés par adoption ou pris sous tutelle officieuse.

Une modification de la loi visant à réglementer l'octroi de l'allocation de naissance pour l'enfant adopté, légitimé par adoption ou pris sous tutelle officieuse, est également proposée.

L'allocation de naissance octroyée en vertu des dispositions des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés a pour but de soutenir financièrement la famille au moment où des charges exceptionnelles et passagères pèsent sur elle.

Elle constitue une aide sociale conçue comme une participation aux frais consentis pour l'achat de l'équipement indispensable pour le bon accueil d'un nouveau-né au foyer.

Dans les cas d'adoption d'enfants, l'enfant est rarement recueilli dans les trois mois qui suivent sa naissance. Une demande de dérogation pour obtenir l'allocation de naissance peut alors être introduite conformément aux dispositions de l'article 73ter des lois coordonnées.

La pratique actuelle ne donne néanmoins pas satisfaction à plusieurs égards :

— elle n'offre pas, faute de dispositions explicites réglant l'octroi de ce droit, une sécurité juridique suffisante. Certaines personnes mieux informées introduisent une demande de dérogation alors que d'autres répondant aux mêmes conditions n'en introduisent pas ou trop tard.

— la pratique consistant dans l'octroi de dérogations individuelles systématiquement et automatiquement favorables ne crée qu'une procédure administrative lourde, sans utilité pour les intéressés et sans intérêt pour les services administratifs.

— à défaut d'autres critères, les dérogations sont accordées, jusqu'à présent, dans les délais de la prescription c'est-à-dire pour autant que l'enfant soit recueilli dans la famille dans les trois ans à partir de sa naissance et que la demande de dérogation soit faite dans les mêmes délais.

Des dérogations ont été accordées en 1979 dans 67 p.c. des cas pour l'accueil d'enfants ayant dépassé l'âge d'un an. Ce pourcentage est de 75 p.c. en 1980, 71 p.c. en 1981 et 75 p.c. en 1982. Cependant, il est peu défendable d'octroyer une allocation de naissance pour un enfant recueilli dans une famille longtemps après sa naissance.

— une allocation de naissance ne pourrait être accordée de bon droit que si un lien sûr existe entre l'enfant et l'adoptant. Il est donc indiqué d'exiger le passage d'un acte ou d'une convention authentique. Un simple recueil dans la famille prévue actuellement ne peut pas suffire.

Pour les raisons susdites et tout particulièrement pour rendre tout son sens à l'allocation de naissance, la proposition vise à modifier la forme de l'article 73bis, § 1er, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés. Elle énumère les conditions d'octroi de l'allocation de naissance pour l'enfant adopté, légitimé par adoption ou pris sous tutelle officieuse.

7. Suppression de la contribution du fonds de réserve de l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés à l'Institut national d'assurance maladie-invalidité pour le paiement des indemnités de maternité.

En vertu de l'article 107bis, l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés verse les sommes nécessaires pour l'allocation supplémentaire égale à 19,5 p.c. du salaire, laquelle est accordée à la travailleuse salariée en congé de maternité.

Voortaan zal een wijziging van voorrang ten vroegste gelden voor de kinderbijslag verschuldigd voor de maand waarin de afstand van voorrang wordt gedaan of de afstand van voorrang wordt herroepen. Tegelijkertijd wordt iedere afstand van voorrang voor een bepaalbare tijd uitgesloten omdat dergelijke afstand strijdig is met de regel dat een afstand slechts bij middel van een formele herroeping voor de toekomst kan worden gedaan en omdat dergelijke afstand door de onbindende voorwaarde waaraan zij gebonden is, moeilijkheden oplevert inzake het kennen van de rechthebbende en van de bevoegde kinderbijslaginstelling.

De Minister van Sociale Zaken zal evenwel in het belang van het kind nog kunnen afwijken van voormelde regel.

6. Toekenning van kraamgeld voor kinderen die geadopteerd worden, gewettigd worden door adoptie of onder pleegvoogdij worden genomen.

Een wetswijziging welke tot doel heeft de toekenning van het kraamgeld te reglementeren voor het kind dat geadopteerd wordt, gewettigd wordt door adoptie of onder pleegvoogdij genomen wordt, wordt eveneens voorgesteld.

Het kraamgeld dat toegekend wordt overeenkomstig de bepalingen van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor werknemers beoogt het gezin financieel te steunen op het ogenblik waarop uitzonderlijke en voorbijgaande lasten dit gezin bezwaren.

Dit kraamgeld is een sociale hulp bedoeld als een deelname in de kosten die aangegaan worden door de aanschaffing van de kinderuitzet die onontbeerlijk is voor de goede opvang van een nieuwgeborene in het gezin.

In de gevallen van adoptie van kinderen wordt het betrokken kind slechts bij uitzondering opgenomen binnen de drie maanden na zijn geboorte. Een aanvraag om afwijking ter bekoming van het kraamgeld kan alsdan worden ingediend overeenkomstig de bepalingen van artikel 73ter van de geordende wetten.

De huidige praktijk geeft evenwel in meer dan één opzicht geen voldoening :

— zij geeft geen voldoende rechtszekerheid, bij gebreke aan expliciete wetteksten die de toekenning van dit recht regelen. Bepaalde personen die beter op de hoogte zijn dienen een aanvraag in terwijl anderen die aan dezelfde voorwaarden voldoen geen of te laat een aanvraag indienen.

— de praktijk die erin bestaat systematisch en automatisch gunstige individuele afwijkingen toe te kennen creëert alleen een zware administratieve procedure, zonder nut voor de belanghebbenden en zonder belang voor de administratieve diensten.

— bij gebreke aan andere criteria, worden tot op heden de afwijkingen toegestaan binnen de perken van de verjaring, d.w.z. voor zover het kind opgenomen is in het gezin binnen de drie jaar na zijn geboorte en de aanvraag om afwijking ingediend is binnen dezelfde termijn.

In 1979 werden in 67 pct. van de gevallen afwijkingen toegestaan voor de opvang van kinderen ouder dan 1 jaar. Dit percentage beloopt 75 pct. in 1980, 71 pct. in 1981 en 75 pct. in 1982. Nochtans, is het weinig verdedigbaar een kraamgeld uit te keren voor een kind dat lange tijd na zijn geboorte wordt opgenomen in een gezin.

— een kraamgeld kan slechts met recht worden verleend wan-ner een zekere band bestaat tussen het kind en de adoptant. Het is dus aangewezen het verlijden van een autentieke akte of overeenkomst te eisen. Een eenvoudige opname in het gezin zoals thans het geval is, kan dus niet volstaan.

Om voormelde redenen en in het bijzonder om aan het kraamgeld zijn volledige zin terug te geven beoogt het voorstel de vorm van artikel 73bis, § 1, van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor werknemers te wijzigen. Het somt de voorwaarden op inzake de toekenning van het kraamgeld voor het geadopteerde, door adoptie gewettigd of onder pleegvoogdij genomen kind.

7. Afslachting van de bijdragen uit het reservefonds van de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers aan het Rijks-instituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering voor de betaling van de moederschapsuitkering.

Luidens artikel 107bis stort de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers de gelden die nodig zijn voor de bijkomende uitkering van 19,5 pct. van het loon, die toegekend wordt aan de werknemster die met moederschapsverlof is.

Compte tenu du manque de réserves et dans le but de rendre possible un redressement financier du régime d'allocations familiales, ladite disposition doit être abrogée.

Examen des articles

Article 1er. Cet article dispose que pour l'octroi des allocations familiales au taux ordinaire, il sera tenu compte du nombre d'enfants élevés par l'allocataire et qui sont bénéficiaires d'allocations familiales dans le régime d'allocations familiales pour travailleurs salariés au sens large. L'orphelin qui est attributaire d'allocations d'orphelin majorées n'est pas pris en considération pour la détermination de ce nombre pour les raisons mentionnées dans l'exposé général.

A ce principe, il y a une exception notamment lorsque l'enfant est placé dans une institution à charge ou par l'intermédiaire d'une autorité publique dans le sens de l'article 70. Pareille exception ne doit pas être prévue à l'égard du particulier chez qui un enfant est placé puisqu'il sera lui-même attributaire direct aux allocations familiales en vertu de l'article 5 du présent arrêté; le montant d'allocations familiales sera dès lors proportionnel à sa charge familiale.

Ainsi que l'indique l'exposé général, une disposition est prise qui a pour but de fixer quel montant d'allocations familiales est dû lorsque plusieurs organismes d'allocations familiales sont compétents pour octroyer au même allocataire des allocations familiales pour plusieurs enfants. Ainsi tout organisme d'allocations familiales concerné paiera une somme en fonction du rang de l'enfant selon l'âge en regard des autres enfants.

Art. 2. Le présent article est analogue au précédent. Il met les principes mentionnés ci-dessus en application en ce qui concerne les allocations forfaitaires mensuelles.

Art. 3. Cet article fixe les montants à la fois pour le supplément d'âge et pour les taux d'allocations familiales qui, à partir du 1er janvier 1983, sont accordés aux enfants handicapés de plus de 25 ans, visés à l'article 63, alinéa 1er, 2^e, des lois coordonnées.

Art. 4. Cet article dispose que le montant dû pour l'enfant bénéficiaire cadet est supprimé lorsque le nombre d'enfants élevés par l'allocataire diminue d'une unité.

Art. 5. Cet article est analogue aux articles 1er et 2. Il concerne les allocations familiales pour travailleurs invalides.

Art. 6. Dans cet article, les liens qui doivent exister entre l'attributaire et l'enfant bénéficiaire sont précisés. Comme mentionné dans l'exposé général, surtout l'abolition de la notion « charge principale » est importante; l'adaptation précitée a également une répercussion sur la relation entre le régime d'allocations familiales pour travailleurs salariés et celui des indépendants; en outre, un genre de stage est introduit avant d'ouvrir effectivement le droit aux allocations familiales afin, en exigeant une certaine stabilité dans la situation familiale, d'éviter certains abus et des complications administratives; enfin, différentes améliorations de forme et de fond sont apportées, dont certaines existent déjà dans le régime d'allocations familiales pour indépendants.

Art. 7. Le présent article permet au Ministre des Affaires sociales d'accorder des allocations familiales dans ces cas dignes d'intérêt à des enfants qui ne peuvent en bénéficier en vertu du nouvel article 51, alinéa 2, des lois précitées.

En outre, cet article rencontre l'intention de l'article 54 actuel. Il est identique à une disposition qui figure dans la réglementation des allocations familiales pour indépendants.

Art. 8. La modification de l'article 56 quinques est la conséquence de la suppression de la notion « charge principale ». Il est proposé de faire ouvrir le droit par le handicapé pour tous les enfants énumérés dans l'article 51 et qui font partie de son ménage.

Art. 9 et 10. La modification proposée est identique à la précédente.

Toutefois, une condition spéciale supplémentaire est introduite selon laquelle l'étudiant doit avoir résidé au moins pendant cinq ans en Belgique. Le Ministre des Affaires sociales peut cependant déroger à cette condition.

Bij gebrek aan reserves en om een financieel herstel van de kinderbijslagregeling mogelijk te maken, dient deze beschikking opgeheven.

Onderzoek van de artikelen

Artikel 1. Dit artikel stelt dat, voor de toekenning van de kinderbijslag aan het gewone bedrag, rekening zal gehouden worden met het aantal kinderen opgevoed door de bijslagtrekkende, en die rechtgevend zijn in de kinderbijslagregeling voor werknemers in de ruime zin. De wees die rechtthebbende is op verhoogde wezenbijslag wordt voor het bepalen van dit aantal niet in aanmerking genomen om de redenen vermeld in de algemene toelichting.

Op dit principe bestaat een uitzondering nl. wanneer het kind geplaatst is in een instelling ten laste of door bemiddeling van een openbare overheid in de zin van artikel 70. Dergelijke uitzondering dient niet voorzien ten aanzien van de particulier bij wie een kind kan geplaatst zijn, vermits hijzelf rechtstreeks rechtthebbende zal zijn op kinderbijslag ingevolge het artikel 5 van dit besluit; het bedrag van de kinderbijslag zal dan ook in verhouding zijn tot zijn gezinstlast.

Zoals reeds vermeld in de algemene toelichting is een bepaling opgenomen om vast te stellen welk bedrag aan kinderbijslag is verschuldigd wanneer verscheidene kinderbijslaginstellingen bevoegd zijn om dezelfde bijslagtrekkende kinderbijslag toe te kennen voor verscheidene kinderen. Aldus zal iedere betrokken kinderbijslaginstelling een bedrag betalen in functie van de rang welke het kind heeft volgens de leeftijd met betrekking tot de andere kinderen.

Art. 2. Dit artikel is analoog aan het voorgaande. Het stelt de hierboven vermelde principes in toepassing wat betreft de maandelijkse forfaitaire kinderbijslag.

Art. 3. Dit artikel bepaalt de bedragen voor de leeftijdstoelag alsook deze voor de kinderbijslag vanaf 1 januari 1983, toegekend aan de minder valide kinderen boven de 25 jaar, bedoeld in artikel 63, alinea 1, 2^e, van de samengevoerde wetten.

Art. 4. Dit artikel bepaalt dat het bedrag van het jongste rechtgevend kind wegvalt wanneer het aantal door de bijslagtrekkende opgevoede kinderen met een eenheid verminderd.

Art. 5. Dit artikel is analoog met het eerste en het tweede artikel. Het heeft betrekking op de bijslag voor kinderen van minder valide werknemers.

Art. 6. In dit artikel worden de banden die moeten bestaan tussen de rechtthebbende en het rechtgevend kind gepreciseerd. Zoals vermeld in de algemene toelichting is vooral het weren van het begrip « hoofdzakelijke last » belangrijk; bovenvermelde aanpassing heeft eveneens een weerslag op de verhouding tussen de kinderbijslagregeling voor werknemers en deze voor zelfstandigen; verder wordt een wachtlijst ingevoerd alvorens het recht op kinderbijslag effectief te openen ten einde, door een zekere stabiliteit in de gezinssituatie te eisen, bepaalde misbruiken en administratieve romslamp te vermijden; ten slotte zijn verschillende vormelijke en fundamentele verbeteringen aangebracht, waarvan reeds sommige bestaan in de kinderbijslagregeling voor zelfstandigen.

Art. 7. Door dit artikel kan de Minister van Sociale Zaken in hartiglijkswaardige gevallen kinderbijslag toekennen aan kinderen die op grond van het nieuw artikel 51, lid 2, van de bovenvermelde wetten daarop niet gerechtigd zijn.

Bovendien, beantwoordt dit artikel aan de bedoeling van het huidig artikel 54. Het is identiek aan een bepaling voorkomend in de kinderbijslagreglementering voor zelfstandigen.

Art. 8. De wijziging van artikel 56 quinques is het gevolg van de schrapping van het begrip « hoofdzakelijk last ». Voorgesteld wordt het recht te laten openen door de minder valide voor alle kinderen opgesomd in artikel 51 en die deel uitmaken van zijn gezin.

Art. 9 en 10. De voorgestelde wijziging is identiek aan de voorgaande.

Nochtans wordt daarenboven de bijkomende voorwaarde ingevoerd dat de student minstens vijf jaar in België moet hebben verbleven. Aan de Minister van Sociale Zaken wordt evenwel de bevoegdheid gegeven af te wijken van deze voorwaarde.

Art. 11. Cet article dispose que, pour rester bénéficiaire d'allocations familiales dès l'âge de 25 ans, l'enfant handicapé ne peut ni exercer une activité qui donne lieu à l'assujettissement à un régime de sécurité sociale, ni bénéficier de prestations sociales pour cause d'incapacité de travail, de chômage involontaire ou de mise à la retraite. Le bénéfice simultané d'une allocation pour handicapés reste autorisé.

Art. 12. Cet article concerne l'ordre de priorité interne entre plusieurs attributaires d'allocations familiales.

Voir la motivation détaillée dans la partie générale du rapport.

Art. 13. Cet article dispose qu'une cession de priorité ou une révocation de cession de priorité n'est plus possible qu'au plus tôt en ce qui concerne les allocations familiales dues pour le mois au cours duquel cette cession ou révocation est faite.

Cette mesure va de pair avec la disposition suivant laquelle la cession de priorité, pour autant qu'elle ne soit pas faite pour un délai déterminé, vaut pour une durée indéterminée; ainsi les cessions de priorité pour un délai déterminé sont exclues; une révocation formelle est donc exigée. Les cessions de priorité existantes et données pour un délai déterminable sont censées être données pour une durée déterminée.

Pour garantir la souplesse dans l'application, le pouvoir du Ministre des Affaires sociales de désigner le titulaire prioritaire, dans l'intérêt de l'enfant, comme en cas de refus de cession de priorité ou refus de révocation de la cession de priorité, est maintenu; en outre, il peut déterminer la date de départ du droit prioritaire et ceci en dérogation de la règle générale qui veut qu'une cession ne vaut que pour l'avenir.

Toutefois, le Ministre des Affaires sociales n'interviendra dorénavant plus systématiquement lors d'une révocation de cession de priorité, comme prévu dans l'article 66 actuel.

Art. 14. Les modifications apportées par cet article ont pour conséquence que le mode de partage 2/3 et 1/3 n'est plus appliquée en ce qui concerne les enfants placés par l'intermédiaire ou à charge d'une autorité publique chez un particulier : l'allocation intégrale est payée au particulier qui sera, dans la plupart des cas, attributaire pour l'enfant placé.

Art. 15. Cet article confirme la pratique administrative actuelle en ce qui concerne la répartition proportionnelle des allocations familiales revenant à un attributaire lorsque'il y a plusieurs allocataires, laquelle doit être maintenue dans deux cas spécifiques : notamment, lorsque dans le ménage de l'attributaire un montant global d'allocations familiales doit être réparti entre deux ou plusieurs allocataires ou au moins un des enfants est placé dans le sens de l'article 70. En effet, dans ces cas, le montant global des allocations familiales est fixé compte tenu de la charge familiale de l'attributaire lui-même (voir les articles 1er, 2 et 4).

Dans les cas précités, la répartition s'opérera selon les règles suivantes :

a) la totalité des allocations familiales (allocations familiales ordinaires, allocations d'orphelin, allocations familiales pour enfants des travailleurs invalides) à payer du chef dudit attributaire est divisée par le nombre d'enfants bénéficiaires. Ce calcul fait apparaître que chaque allocataire reçoit autant de parts égales que le nombre d'enfants qu'il élève effectivement. Ceci est également applicable pour les enfants placés.

b) les avantages individualisés (le supplément d'âge et l'allocation supplémentaire pour enfants handicapés) sont propres à l'enfant et sont dès lors accordés intégralement à l'allocataire qui élève l'enfant concerné.

Art. 16. La modification proposée concerne le § 1er de l'article 73bis.

Le premier alinéa établissant le principe général d'octroi de l'allocation de naissance reste inchangé.

Le deuxième alinéa concerne l'octroi de l'allocation de naissance si l'enfant est mort-né ou si une fausse couche est intervenue après une grossesse d'au moins 180 jours.

Le contenu reste inchangé, seule une modification de forme intervient.

Le troisième alinéa introduit une modification. Alors que l'actuel article 73bis, § 1er, alinéa 2, 2^e, parle « d'enfant recueilli », dans la nouvelle rédaction, il est spécifié que seuls les enfants adoptés, légitimes par adoption ou pris sous tutelle officielle sont visés par ces dispositions.

Art. 11. Dit artikel bepaalt dat het minder valide kind, om verder rechtgevend te zijn op kinderbijslag vanaf de leeftijd van 25 jaar geen activiteit mag uitoefenen die aanleiding geeft tot verzekeringsplicht aan een sociale zekerheidsstelsel noch sociale uitkeringen mag genieten wegens arbeidsgeschiktheid, onvrijwillige werkloosheid of pensionering. Het gelijktijdig genieten van een tegemoetkoming voor minder validen blijft toegestaan.

Art. 12. Dit artikel betreft de interne voorrangsoorde tussen verschillende rechthebbenden op kinderbijslag.

Er moege verwezen worden naar de omstandige motivering in het algemeen gedeelte van het verslag.

Art. 13. Dit artikel bepaalt dat er geen afstand van voorrang of herroeping van afstand van voorrang meer mogelijk is dan ten vroegste met betrekking tot de kinderbijslag verschuldigd voor de maand waarin die afstand of herroeping wordt gedaan.

Diese maatregel gaat gepaard met de beschikking dat afstand van voorrang, voor zover niet gedaan voor een bepaalde termijn, voor onbepaalde tijd geldt; aldus worden afstanden van voorrang voor een bepaalbare termijn uitgesloten; een formele herroeping wordt dus vereist. De bestaande afstanden van voorrang voor een bepaalbare termijn worden geacht gegeven te zijn voor onbepaalde tijd.

Om soepelheid in de toepassing te waarborgen blijft de bevoegdheid van de Minister van Sociale Zaken gehandhaafd om in het belang van het kind, zoals bij weigering van afstand van voorrang of weigering van herroeping van afstand van voorrang, de voorrangsgerechtigde aan te wijzen; tevens kan hij de aanvangsdatum van het voorrangssrecht bepalen en dit in afwijking van de algemene regel dat een afstand enkel voor de toekomst geldt.

Voortaan zal evenwel de Minister van Sociale Zaken niet meer systematisch dienen tussenbeide te komen bij een herroeping van afstand van voorrang, zoals thans is bepaald in artikel 66.

Art. 14. De wijzigingen aangebracht door dit artikel hebben tot gevolg dat voor kinderen die door bemiddeling of ten laste van een openbare overheid bij een particulier geplaatst zijn, de bijzondere verdelening 2/3 en 1/3 niet meer wordt toegepast. De integrale bijslag wordt betaald aan de particulier die meestal zelf rechthebbende zal zijn voor het geplaatste kind.

Art. 15. Dit artikel bevestigt de huidige administratieve praktijk in verband met de evenredige verdeling van de kinderbijslag toekomend aan de rechthebbende indien er meerdere bijslagtrekkenden zijn en welke dient gehandhaafd in twee specifieke gevallen nl. wanneer in het gezin van de rechthebbende een globaal bedrag aan kinderbijslag dient verdeeld tussen twee of meer bijslagtrekkenden of minstens één van de kinderen geplaatst is in de zin van artikel 70. In deze gevallen wordt het globaal bedrag van de kinderbijslag immers vastgesteld rekening houdend met de gezinslast van de rechthebbende zelf (zie de artikelen 1, 2 en 4).

In voormelde gevallen zal de verdeling van de gezinsbijslag als volgt gebeuren :

a) het totaal van de kinderbijslag (gewone kinderbijslag, wezenbijslag en kinderbijslag voor kinderen van invalide werknemers) dat moet betaald worden uit hoofde van deze rechthebbende wordt gedeeld door het aantal rechtgevende kinderen. Door deze berekening ontvangt iedere bijslagtrekkende evenveel evenredige delen als hij kinderen werkelijk opvoedt. Dit geldt eveneens voor de geplaatste kinderen.

b) de geïndividualiseerde voordelen (leeftijdsbijslag en bijkomende bijslag voor minder valide kinderen) komen aan het kind zelf toe zodat deze integraal worden uitgekeerd aan de bijslagtrekkende die het bedoelde kind opvoedt.

Art. 16. De voorgestelde wijziging betreft § 1 van artikel 73bis.

Het eerste lid dat het algemene principe van de toekenning van het kraamgeld vaststelt, blijft onveranderd.

Het tweede lid betreft de toekenning van het kraamgeld voor het doodgeboren kind of wanneer het om een miskraam gaat na ten minste honderd tachtig dagen zwangerschap.

De inhoud blijft onveranderd, enkel een vormwijziging vindt plaats.

Het derde lid voert een wijziging in. Wanneer in het huidige artikel 73bis, § 1, tweede lid, 2^e, sprake is van « opgenomen kind », wordt in de nieuwe redactie gespecificeerd dat enkel de gedopteerde kinderen, de kinderen gewettigd door adoptie of de kinderen onder pleegvoogdij genomen, bedoeld worden door deze bepalingen.

Les conditions qui doivent être remplies pour que le droit à l'allocation de naissance soit ouvert sont ensuite énumérées :

1^e la première condition comporte deux éléments essentiels : elle concerne le moyen de preuve de la volonté de l'attributaire ou de son conjoint d'adopter, de légitimer par adoption ou de prendre sous tutelle officieuse et fixe une limite d'âge au-delà de laquelle l'enfant n'ouvre plus le droit à l'allocation de naissance.

— la volonté de l'attributaire ou de son conjoint d'adopter, de légitimer par adoption ou de prendre sous tutelle l'enfant recueilli dans son ménage, doit être exprimée sous forme d'un acte ou convention passée devant le juge de paix ou le notaire conformément aux dispositions de l'article 349 du C.C. pour l'adoption et de l'article 369 du C.C. pour la légitimation par adoption et au titre X, chapitre IIbis du C.C. pour la tutelle officieuse.

L'adoptant ou le tuteur officieux peut être soit l'attributaire lui-même, soit son conjoint, conformément aux dispositions de l'article 51, alinéa 2, 2^e et 3^e, des lois coordonnées.

— l'acte ou la convention visée ci-dessus doit être passé dans l'année qui suit la naissance de l'enfant. Cette limite d'âge paraît justifiée, pour préserver son sens à l'allocation de naissance.

2^e la deuxième condition concerne l'ouverture du droit aux allocations familiales pour l'enfant en vertu des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés.

Ce droit doit exister du chef de l'adoptant ou de son conjoint à la date de la signature de l'acte ou de la convention visé plus haut.

Le quatrième alinéa assure le caractère unique de l'allocation de naissance pour un enfant.

Il est donc exigé que personne n'ait perçu une allocation de naissance ou une prime ayant le même objectif pour l'édit enfant.

Aucune allocation de naissance ne peut donc avoir été perçue pour l'enfant par quiconque ni en Belgique, ni à l'étranger.

En vertu de l'article 120 des lois coordonnées relatif à la prescription, l'allocation de naissance peut être réclamée pendant une période de trois ans. Pour éviter toute confusion, une disposition est introduite selon laquelle l'allocation de naissance non réclamée dans les trois mois de la naissance par un des auteurs naturels, sera due uniquement à l'adoptant ou son conjoint ou au tuteur officieux ou son conjoint; mais en tout état de cause, il est laissé aux parents naturels un délai de trois mois pour réclamer le droit éventuel à l'allocation de naissance.

Le cinquième alinéa concerne le montant de l'allocation de naissance. Ce montant est celui d'application le jour de la signature de l'acte ou de la convention.

Le sixième alinéa détermine le rang de naissance. Le rang de l'enfant sera dorénavant fixé dans le chef de l'adoptant ou du tuteur en considérant l'édit enfant comme un enfant propre. Le dernier alinéa du § 1er du texte actuel est par conséquent abrogé. Il paraît en effet logique, dans la mesure où l'allocation de naissance consiste en une participation aux frais d'équipement nécessaire à l'accueil du nouveau-né, que le rang soit déterminé en fonction de la famille d'accueil qui supporte effectivement les frais et non de la famille naturelle, même si le rang est connu dans celle-ci.

Le septième alinéa fixant les montants de l'allocation de naissance reste inchangé.

Le huitième alinéa relatif à la fixation du rang de l'enfant en cas d'accouchement multiple reste également inchangé.

Art. 17. Cet article vise la suppression de l'intervention du fonds de réserve de l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés dans l'indemnité supplémentaire qui est accordée par l'Institut national d'assurance maladie-invalidité dans le cadre de la maternité.

Art. 18. Dans l'état actuel de la législation, l'article 106 permet au Comité de gestion de proposer au Ministre d'autoriser l'Office national à affecter le fonds de réserve à concurrence des sommes disponibles au paiement d'avantages supplémentaires limités à

Vervolgens worden de voorwaarden opgesomd die moeten worden vervuld opdat het recht op kraamgeld geopend is :

1^e de eerste voorwaarde bevat twee essentiële elementen : zij betreft het bewijsmiddel van de wil van de rechthebbende of van zijn echtgenoot om te adopteren, te wettigen door adoptie of onder pleegvoogdij te nemen en stelt een leeftijdsgrond vast boven welke het kind geen recht meer heeft op kraamgeld.

— de wil van de rechthebbende of van zijn echtgenoot om het in zijn gezin opgenomen kind te adopteren, te wettigen door adoptie of onder pleegvoogdij te nemen, moet uitgedrukt worden in de vorm van een akte of overeenkomst verleend voor de vrederechter of de notaris overeenkomstig de bepalingen van artikel 349 van het B.W. wat de adoptie betreft en van artikel 369 van het B.W. wat de wettiging door adoptie betreft en van titel X, hoofdstuk IIbis van het B.W. voor de pleegvoogdij.

De adoptant of de pleegvoogd kan zelf rechthebbende zijn, ofwel de echtgenoot, overeenkomstig de bepalingen van artikel 51, tweede lid, 2^e en 3^e, van de samengeordende wetten.

— de hierboven bedoelde akte of de overeenkomst moet worden verleend binnen het jaar dat volgt op de geboorte van het kind. Om de zin van het kraamgeld te behouden, lijkt deze leeftijdsgrond gerechtvaardigd.

2^e de tweede vereiste betreft de opening van het recht op kinderbijslag voor het kind krachtens de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor werknemers.

Dit recht dient te bestaan in hoofde van de adoptant of zijn echtgenoot, van de pleegvoogd of zijn echtgenoot op de datum van de ondertekening van bovenvermelde akte of overeenkomst.

Het vierde lid verzekert het eenmalige karakter van het kraamgeld voor een kind.

Er wordt dus vereist dat niemand een kraamgeld of een gelijkaardige vergoeding heeft genoten voor dit kind.

Geen enkele geboortevergoeding mag dus reeds genoten zijn voor dit kind door om het even wie, noch in België, noch in het buitenland.

Krachtens artikel 120 van de samengeordende wetten met betrekking tot de verjaring, kan het kraamgeld gevorderd worden gedurende een periode van drie jaar. Om iedere verwarring te vermijden, wordt een bepaling ingevoerd volgens dewelke het kraamgeld dat niet is gevorderd binnen de drie maand na de geboorte door een van zijn natuurlijke ouders, enkel zal verschuldigd zijn aan de adoptant of zijn echtgenoot of aan de pleegvoogd of zijn echtgenoot, terwijl alleszins aan de natuurlijke ouders een termijn van 3 maand gelaten wordt om hun eventueel recht op kraamgeld aan te vragen.

Het vijfde lid betreft het bedrag van het kraamgeld. Dit bedrag is datgene dat van toepassing is op de dag van de ondertekening van de akte of overeenkomst.

Het zesde lid bepaalt de geboorterang. De rang van het kind zal voortaan bepaald worden in hoofde van de adoptant of van de pleegvoogd door dit kind als een eigen kind te beschouwen. Derhalve wordt het laatste lid van § 1, van de huidige tekst opgeheven. Het lijkt immers logisch, vermits het kraamgeld als een tussenkomst in de uitrustingkosten geldt nodig voor de opvang van de nieuwgeborene, dat de rang bepaald wordt in functie van het opvanggezin dat effektief deze kosten draagt en niet in functie van het natuurlijk gezin, zelfs indien de rang gekend is in dat gezin.

Het zevende lid dat de bedragen van het kraamgeld bepaalt, blijft onveranderd.

Het achtste lid, dat de rang van het kind ingeval van meervoudige geboorten bepaalt, blijft eveneens onveranderd.

Art. 17. Dit artikel bevat de schrapping van de tussenkomst van het reservesfonds van de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers in de bijkomende uitkering welke in het kader van het moederschap verstrekt wordt door het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering.

Art. 18. In de huidige stand van de wetgeving veroorlooft artikel 106, het Beheerscomité aan de Minister voor te stellen de Rijksdienst toe te laten het reservesfonds aan te wenden om, ten behoeve van de beschikbare sommen, tot het lopend jaar beperkte

l'année en cours lorsque le fonds de réserve présente encore un solde positif après déduction des affectations prioritaires fixées légalement et calculées sur l'exercice.

Dans le souci d'éviter les difficultés d'exécution pratique résultant de l'obligation de calculer le fonds de réserve sur tout l'exercice et pour une plus grande sécurité légale, d'autant plus que les estimations n'ont qu'une valeur approximative, les nouvelles dispositions visent à modifier l'article 106 de manière telle que le Comité de gestion puisse en tout temps proposer au Ministre d'autoriser l'Office national à accorder des allocations familiales à charge du fonds de réserve sur la base de la situation de ce fonds de réserve à la fin du mois qui précède celui au cours duquel la proposition est faite. En outre, la durée de validité de la proposition et de la décision subséquente du Ministre est fixée à la durée de la décision à moins qu'entre-temps, le fonds de réserve ne suffise plus pour poursuivre le paiement des allocations familiales aux ayants droit visés par la décision.

Art. 19. Cet article concerne le fonctionnement du fonds des équipements et des services collectifs institué auprès de l'O.N.A.F.T.S.

Art. 20. Cet article contient une adaptation technique résultant de l'article 17.

Art. 21. Cet article concerne l'abrogation de plusieurs dispositions.

Les motifs de ces abrogations et leurs conséquences en ce qui concerne les articles 53bis et 53ter ont été traités amplement dans l'exposé général.

Art. 22. Cet article concerne l'article 6, 5° et 6°.

Art. 23. Cet article fixe l'entrée en vigueur des dispositions du présent arrêté au 1er janvier 1983.

Toutefois, pour des raisons d'organisation administrative, les articles 1, 2, 4, 5, 6, 7, 8, 12, 14, 15 et 21, entreront en vigueur le 1er avril 1983.

Il a été tenu compte des remarques du Conseil d'Etat.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,

de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, saisi par le Premier Ministre, le 14 décembre 1982, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal n° 122 « modifiant les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés », a donné le 17 décembre 1982 l'avis suivant :

Eu égard au bref délai qui lui a été imparti, le Conseil d'Etat doit limiter son avis aux observations qui suivent.

1. Selon le rapport au Roi, le projet a pour objet d'apporter un certain nombre de modifications aux lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés dans le but d'éliminer certaines « anomalies ». Dans le bref délai dont il a disposé, le Conseil d'Etat n'a pu examiner dans quelle mesure ces dispositions assez techniques peuvent s'inscrire dans le cadre des pouvoirs accordés au Roi, en vue d'assurer l'équilibre financier de l'ensemble des régimes de sécurité sociale, par la loi du 2 février 1982 attribuant certains pouvoirs spéciaux au Roi. Il est clair que ces dispositions ne peuvent trouver de fondement légal dans la loi précisée du 2 février 1982 que pour autant qu'elles contribuent à assurer cet équilibre financier.

bijkomende voordelen te betalen, wanneer het reservefonds, na aftrek van de wettelijk bepaalde prioritaire affectaties en berekend over het dienstjaar nog een gunstig saldo vertoont.

Om de praktische toepassingsmoeilijkheden te vermijden die voortvloeien uit de verplichting het reservefonds over het dienstjaar te berekenen en om een grotere rechtszekerheid te verkrijgen, te meer dat de ramingen slechts een benaderende waarde hebben, beogen de nieuwe bepalingen artikel 106 zodanig te wijzigen, dat het Beheerscomité te allen tijde aan de Minister zou kunnen voorstellen de Rijksdienst toe te laten gezinsbijstand ten laste van het reservefonds toe te kennen, op basis van de stand van het reservefonds op het einde van de maand die voraangaat aan deze waarin het voorstel gedaan wordt. Bovendien wordt de geldigheidsduur van het voorstel en van de daaropvolgende beslissing van de Minister vastgesteld op de duur van de beslissing, tenzij intussen het reservefonds ontoereikend zou geworden zijn om de gezinsbijstand nog verder uit te betalen aan de rechthebbenden die bij de beslissing bedoeld worden.

Art. 19. Dit artikel betreft de werking van het fonds voor collectieve uitrusting en diensten bij de R.K.W. opgericht.

Art. 20. Dit artikel bevat een technische aanpassing voortvloeiend uit artikel 17.

Art. 21. Dit artikel betreft de opheffing van verschillende bepalingen.

Omtrent de motieven van de opheffingen en de gevolgen ervan wat betreft de artikelen 53bis en 53ter, werd uitvoerig gehandeld in de algemene toelichting.

Art. 22. Dit artikel betreft artikel 6, 5° en 6°.

Art. 23. Dit artikel betreft de inwerkingtreding van de bepalingen van onderhavig besluit op 1 januari 1983.

Om administratieve en organisatorische redenen, treden de artikelen 1, 2, 4, 5, 6, 7, 8, 12, 14, 15 en 21 evenwel in werking op 1 april 1983.

Er werd rekening gehouden met de opmerkingen van de Raad van State.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,

van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,
De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 14e december 1982 door de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit nr. 122 « tot wijziging van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders », heeft de 17e december 1982 het volgend advies gegeven :

Ingevolge de opgelegde korte termijn, moet het advies zich beperken tot de opmerkingen die hierna volgen.

1. Het ontwerp heeft blijkens het verslag aan de Koning tot doel om de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders een aantal wijzigingen aan te brengen om aldus bestaande « anomalieën » weg te werken. In de korte tijd waarover de Raad van State beschikt, kan niet worden nagegaan in hoever deze vrij technische bepalingen kunnen ingepast worden in de bevoegdheid welke de wet van 2 februari 1982 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, met betrekking tot het verzekeren van het financieel evenwicht van het geheel van de stelsels van de sociale zekerheid, aan de Koning heeft verleend. Het ligt voor de hand dat de bepalingen in de genoemde wet van 2 februari 1982 maar hun rechtsgrond kunnen vinden voor zover zij tot het verzekeren van dat financieel evenwicht bijdragen.

2. Il ressort des précisions fournies par le délégué du Gouvernement qu'à l'alinéa 1er de la nouvelle disposition proposée par les articles 1er et 2 du projet, les mots « élevés par l'allocataire pour cet enfant » ainsi que le mot « et » avant les mots « qui sont bénéficiaires... » sont sans objet et doivent dès lors être supprimés.

Toujours dans ces mêmes nouvelles dispositions, il convient d'écrire, par souci de clarté : « ... compte tenu du nombre d'enfants qui sont bénéficiaires en vertu des présentes lois à l'exclusion des orphelins attributaires des allocations familiales aux taux prévus à l'article 50bis ».

3. L'article 12 du projet prévoit un nouveau texte pour l'article 64 des lois coordonnées. A la fin du nouveau paragraphe 2, A, il est disposé qu'au cas où il y a plusieurs attributaires du même âge, ils désignent eux-mêmes le titulaire de la priorité, sinon la priorité est donnée au premier demandeur. Le texte ne précise pas de quelle manière il sera procédé à la désignation interne de ce prioritaire.

4. L'article 24 du projet règle l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions. Certaines de celles-ci n'entreront en vigueur que le 1er avril 1983. D'après le rapport au Roi, cette entrée en vigueur retardée se justifie pour des raisons d'ordre administratif.

Il convient, en tout état de cause, de remplacer la date du 31 décembre 1982 par celle du 1er janvier 1983.

5. L'article 23 du projet est à la fois une disposition abrogatoire et une disposition d'entrée en vigueur. L'entrée en vigueur est fixée au 1er janvier 1984. Selon le rapport au Roi, cela se justifie pour des raisons budgétaires propres au régime des indépendants. Pour assurer la concordance entre les deux séries de dispositions régulant l'entrée en vigueur du projet, il convient de faire débuter l'article 24 du projet de la façon suivante : « Sans préjudice des dispositions de l'article 23, le présent arrêté entre en vigueur... ».

La chambre était composée de :

MM. :
H. Adriaens, président;
H. Coremans et Gh. Tacq, conseillers d'Etat;
L. Van den Abeele, greffier assumé.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. Gh. Tacq.

Le rapport a été présenté par M. J. Vermeire, auditeur.

Le greffier,
L. Van den Abeele.

Le président,
H. Adriaens.

**30 DECEMBRE 1982. — Arrêté royal n° 122
modifiant les lois coordonnées relatives aux allocations familiales
pour travailleurs salariés**

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 2 février 1982, accordant certains pouvoirs spéciaux au Roi, notamment les articles 1er, 5^e et 9^e, et 3, §§ 1er et 2;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 40 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, modifié par la loi du 30 juin 1981, est complété par la disposition suivante :

« Sauf dans le cas où l'enfant est placé dans le sens de l'article 70, lorsque l'enfant bénéficiaire ne fait pas partie du ménage de l'attributaire, les allocations familiales sont cependant accordées compte tenu du nombre d'enfants qui sont bénéficiaires en vertu des présentes lois et qui sont élevés par l'allocataire, à l'exclusion des orphelins attributaires des allocations familiales aux taux prévus à l'article 50bis.

2. Uit de verduidelijking die door de gemachtigde van de Regering is verstrekt, blijkt dat in de nieuwe bepaling, eerste lid, onder de artikelen 1 en 2 van het ontwerp, de woorden « die door de bijslagtrekkende voor dit kind worden opgevoed en zonder voorwerp zijn en bijgevolg dienen te worden geschrapt.

Nog in dezelfde nieuwe bepalingen leze men voor de klarheid : « ... rekening houdend met het aantal kinderen die rechtgevend zijn krachtens deze wetten, de op kinderbijslag tegen de bij artikel 50bis bepaalde bedragen gerechtigde wezen uitgezonderd ».

3. Artikel 12 van het ontwerp bevat een nieuwe tekst voor artikel 64 van de samengeordende wetten. In fine van de nieuwe paragraaf 2, A, is gesteld dat zo er verscheidene rechthebbenden zijn van eenzelfde leeftijd zij zelf de voorrangsgerechtigde aanwijzen, zonet wordt de voorrang gegeven aan de eerste aanvager. In de tekst is niet bepaald hoe de onderlinge aanwijzing van de bedoelde voorrangsgerechtigde zal geschieden.

4. Artikel 24 van het ontwerp regelt de inwerkingtreding van de nieuwe bepalingen. Een aantal van deze nieuwe bepalingen zullen pas op 1 april 1983 in werking treden. Volgens het verslag aan de Koning is die verlate inwerkingtreding verantwoord door redenen van bestuurlijke aard.

In alle geval dient de datum van 31 december 1982 vervangen te worden door die van 1 januari 1983.

5. Artikel 23 van het ontwerp is tegelijk een opheffingsbepaling en een bepaling van inwerkingtreding. Die inwerkingtreding is vastgesteld op 1 januari 1984. Volgens het verslag aan de Koning is die datum van inwerkingtreding verantwoord door budgettaire redenen eigen aan het stelsel van de zelfstandigen. Om de beide reeksen van bepalingen van inwerkingtreding van het ontwerp onderling in overeenstemming te brengen, past het artikel 24 van het ontwerp te beginnen als volgt : « Onvermindert het bepaalde in artikel 23, treedt dit besluit in werking... ».

De kamier was samengesteld uit :

De heren :
H. Adriaens, voorzitter;
H. Coremans en Gh. Tacq, staatsraden;
L. Van den Abeele, toegevoegd griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer Gh. Tacq.

Het verslag werd uitgebracht door de heer J. Vermeire, auditeur.

De griffier,
L. Van den Abeele.

De voorzitter,
H. Adriaens.

**30 DECEMBER 1982. — Koninklijk besluit nr. 122
tot wijziging van de samengeordende wetten
betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders**

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 2 februari 1982 tot toekenning van bepaalde bijzondere machten aan de Koning, inzonderheid op de artikelen 1, 5^e en 9^e, en 3, §§ 1 en 2;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 40 van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, gewijzigd bij de wet van 30 juni 1981, wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« Behoudens het geval waarin het kind geplaatst is in de zin van artikel 70, wordt indien het rechtgevend kind geen deel uitmaakt van het gezin van de rechthebbende, de kinderbijslag nochtans verleend rekening houdend met het aantal kinderen die rechtgevend zijn krachtens deze wetten en die opgevoed worden door de bijslagtrekkende, de op kinderbijslag tegen de bij artikel 50bis bepaalde bedragen gerechtigde wezen uitgezonderd.

Les allocations familiales éventuellement dues par plusieurs organismes d'allocations familiales au même allocataire pour plusieurs enfants sont fixées compte tenu du rang des enfants selon leur âge. »

Art. 2. Dans l'article 42 des mêmes lois, modifié par la loi du 30 juin 1981, est insérée entre l'alinéa 1er et l'alinéa 2 la disposition suivante :

« Sauf dans le cas où l'enfant est placé dans le sens de l'article 70, lorsque l'enfant bénéficiaire ne fait pas partie du ménage de l'attributaire, les allocations familiales sont cependant accordées compte tenu du nombre d'enfants qui sont bénéficiaires en vertu des présentes lois et qui sont élevés par l'allocataire, à l'exclusion des orphelins attributaires des allocations familiales aux taux prévus à l'article 50bis.

Les allocations éventuellement dues par plusieurs organismes d'allocations familiales au même allocataire pour plusieurs enfants sont fixées compte tenu du rang des enfants selon leur âge. »

Art. 3. Un article 47bis, rédigé comme suit, est inséré dans les lois coordonnées relatives aux allocations familiales :

« Art. 47bis. Les allocations familiales dues pour l'enfant visé à l'article 63, alinéa 1er, 2^e, de ces lois sont accordées à partir du 1er janvier 1983, aux montants fixés par les articles 40 et 42 et majorés du supplément d'âge fixé par l'article 44, avec maintien de l'indexation dont question à l'article 76bis.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les allocations familiales dues pour l'enfant visé à l'article 63, alinéa 1er, 2^e, de ces lois, d'un travailleur invalide ou pour un enfant orphelin sont, à partir de la même date, accordées aux montants fixés à l'article 50ter, alinéa 1er, 1^e, et majorées du supplément d'âge inclus, tels que ces montants, supplément d'âge inclus, sont en vigueur au 1er janvier 1983. L'indexation conforme à l'article 76bis de ces lois ne sera toutefois pas appliquée, tant que les allocations prévues à l'alinéa premier n'atteignent pas le niveau des allocations accordées à l'alinéa deux. »

Art. 4. L'article 48 des mêmes lois, modifié par la loi du 30 juin 1981, est complété par la disposition suivante :

« L'alinéa 3 est applicable par analogie lorsque, dans les cas visés aux articles 40, alinéa 2, 42, alinéa 2 et 50ter, alinéa 2, le nombre d'enfants élevés par l'allocataire diminue d'une unité. »

Art. 5. L'article 50ter des mêmes lois, modifié par la loi du 30 juin 1981, est complété par la disposition suivante :

« Sauf dans les cas où l'enfant est placé dans le sens de l'article 70, lorsque l'enfant bénéficiaire ne fait pas partie du ménage de l'attributaire, les allocations familiales sont cependant accordées compte tenu du nombre d'enfants qui sont bénéficiaires en vertu des présentes lois et qui sont élevés par l'allocataire, à l'exclusion des orphelins attributaires des allocations familiales aux taux prévus à l'article 50bis.

Les allocations éventuellement dues par plusieurs organismes d'allocations familiales au même allocataire pour plusieurs enfants sont fixées compte tenu du rang des enfants selon leur âge. »

Art. 6. L'article 51, alinéa 2, des mêmes lois, modifié par l'arrêté royal n° 68 du 10 novembre 1967, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Chaque travailleur a droit aux allocations familiales pour :
1^e ses propres enfants, les propres enfants de son conjoint, les enfants communs des époux;

2^e les enfants qui ont été adoptés ou légitimés par adoption par lui-même ou son conjoint ou dont il ou son conjoint est tuteur officieux; le travailleur a cependant droit aux allocations familiales à partir de la date à laquelle l'enfant a commencé à faire partie de son ménage et a continué à en faire partie avant l'adoption ou la légitimation par adoption ou la prise sous tutelle officieuse;

De éventueel door verscheidene kinderbijslaginstellingen aan dezelfde bijslagtrekkende voor verscheidene kinderen verschuldigde bijslag wordt vastgesteld rekening houdend met de rang van de kinderen volgens hun leeftijd. »

Art. 2. In artikel 42 van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wet van 30 juni 1981, wordt tussen het eerste en tweede lid de volgende bepaling ingevoegd :

« Behoudens het geval waarin het kind geplaatst is in de zin van artikel 70, wordt, indien het rechtgevend kind geen deel uitmaakt van het gezin van de rechthebbende, de kinderbijslag nochtans verleend rekening houdend met het aantal kinderen die rechtgevend zijn krachtens deze wetten en die opgevoed worden door de bijslagtrekkende, de op kinderbijslag tegen de bij artikel 50bis bepaalde bedragen gerechtigde wezen uitgezonderd. »

De éventueel door verscheidene kinderbijslaginstellingen aan dezelfde bijslagtrekkende voor verscheidene kinderen verschuldigde bijslag wordt vastgesteld rekening houdend met de rang van de kinderen volgens hun leeftijd. »

Art. 3. In de samengevoerde wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, wordt een artikel 47bis ingevoegd dat als volgt luidt :

« Art. 47bis. De kinderbijslag verschuldigd voor het bij artikel 63, lid 1, 2^e, van deze wetten bedoeld kind wordt, vanaf 1 januari 1983, toegekend tegen de bij de artikelen 40 en 42 bepaalde bedragen, vermeerderd met de bij artikel 44 vastgestelde leeftijdsbijslag, met behoud van de indexering, waarvan in artikel 76bis sprake is.

In afwijking van het vorig lid, wordt de kinderbijslag verschuldigd voor het bij artikel 63, lid 1, 2^e, van deze wetten bedoeld kind van een invalide werknemer of het kind dat wees is, vanaf dezelfde datum, toegekend tegen de bij artikel 50ter, eerste lid, 1^e, bepaalde bedragen, vermeerderd met de leeftijdsbijslag, zoals deze bedragen, leeftijdsbijslag inbegrepen, op 1 januari 1983 van kracht zijn. De indexering overeenkomstig artikel 76bis van deze wetten wordt evenwel niet toegepast, zolang de bijslag waarin het eerste lid voorziet niet het niveau van de bij het tweede lid toegekende bijslag bereikt heeft. »

Art. 4. Artikel 48 van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wet van 30 juni 1981, wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« Het derde lid is op overeenkomstige wijze van toepassing wanneer in de gevallen bedoeld in de artikelen 40, tweede lid, 42, tweede lid, en 50ter, tweede lid, het aantal door de bijslagtrekkende opgevoede kinderen met een eenheid verminderd. »

Art. 5. Artikel 50ter van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wet van 30 juni 1981 wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« Behoudens het geval waarin het kind geplaatst is in de zin van artikel 70, wordt indien het rechtgevend kind geen deel uitmaakt van het gezin van de rechthebbende, de kinderbijslag nochtans verleend rekening houdend met het aantal kinderen die rechtgevend zijn krachtens deze wetten en die opgevoed worden door de bijslagtrekkende, de op kinderbijslag tegen de bij artikel 50bis bepaalde bedragen gerechtigde wezen uitgezonderd. »

De éventueel door verscheidene kinderbijslaginstellingen aan dezelfde bijslagtrekkende voor verscheidene kinderen verschuldigde bijslag wordt vastgesteld rekening houdend met de rang van de kinderen volgens hun leeftijd. »

Art. 6. Artikel 51, tweede lid, van dezelfde wetten, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 68 van 10 november 1967, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Iedere werknemer heeft recht op kinderbijslag voor :

1^e zijn eigen kinderen, de eigen kinderen van zijn echtgenoot, de gemeenschappelijke kinderen van zijn echtgenoten;

2^e de kinderen die door hem of zijn echtgenoot geadopteerd of gewettigd door adoptie zijn voor wie hij of zijn echtgenoot pleegvoogd is; de werknemer heeft evenwel recht op kinderbijslag vanaf de datum waarop het kind vóór de adoptie of wettiging door adoptie of de opname onder pleegvoogdij werkelijk deel is begonnen uitmaken van zijn gezin en er is blijven deel van maken;

3° les enfants naturels reconnus par lui ou son conjoint; l'enfant dont l'acte de naissance mentionne le nom de la mère est assimilé à un enfant naturel reconnu par elle;

4° les petits-enfants et arrière-petits-enfants neveux et nièces, faisant partie du même ménage depuis au moins trois mois, dans quel cas les allocations sont accordées dès que l'enfant a commencé à faire partie de ce ménage; pour l'application de cet article, les enfants naturels sont assimilés aux enfants légitimes; le travailleur maintient ce droit en faveur de ses petits-enfants et arrière-petits-enfants lorsque l'enfant est placé dans une institution conformément à l'article 70, ou lorsqu'il fait éléver exclusivement ou principalement ses petits-enfants et arrière-petits-enfants à ses frais dans une institution d'enseignement d'éducation ou d'hospitalisation ou chez un particulier;

5° sans préjudice de l'article 53, ses frères et sœurs faisant partie du même ménage à condition qu'ils ne soient pas encore bénéficiaires en vertu du régime d'allocations familiales pour travailleurs indépendants;

6° sans préjudice de l'article 53, ses frères et sœurs ne faisant pas partie du même ménage à condition qu'ils ne soient pas encore bénéficiaires d'allocations familiales en vertu de ces lois, de l'arrêté royal n° 48 du 24 octobre 1967 relatif à l'octroi des prestations familiales aux détenus, de l'arrêté royal n° 49 du 24 octobre 1967 relatif aux prestations familiales revenant aux chômeurs, de l'arrêté royal du 9 avril 1965 relatif au Pool des marins de la marine marchande ou du régime d'allocations familiales pour travailleurs indépendants;

7° les enfants de la personne de l'autre sexe avec laquelle il forme un ménage et qui en font partie ainsi que les enfants de l'ex-conjoint faisant partie de son ménage;

8° les enfants placés dans son ménage à charge ou par l'intermédiaire d'une autorité publique. »

Art. 7. L'article 51 des mêmes lois, modifié par l'arrêté-loi du 26 août 1946, l'arrêté royal du 10 avril 1957 et l'arrêté royal du 10 novembre 1967, est complété par les dispositions suivantes :

« Le Ministre des Affaires sociales peut toutefois, dans des cas ou des catégories de cas dignes d'intérêt, déterminer qu'un travailleur a droit aux allocations familiales en faveur d'enfants qui font partie de son ménage et qui ne sont pas mentionnés à l'alinéa 2 ou qui ne remplissent pas les conditions prévues àudit alinéa.

Lorsque le Ministre des Affaires sociales use du pouvoir visé à l'alinéa 4 en ce qui concerne des catégories de cas, il demande au préalable l'avis du Comité de gestion de l'Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés.

Pour l'application de l'alinéa 2, 5° et 6°, sont assimilés aux frères et sœurs, les demi-frères et les demi-sœurs ainsi que les enfants naturels reconnus par le même père, ou la même mère ou dans l'acte de naissance desquels le nom de la même mère se trouve mentionné. »

Art. 8. L'article 56quinquies, § 1er, modifié par l'arrêté royal du 30 septembre 1970, est remplacé par la disposition suivante :

« § 1er. Le handicapé qui n'exerce aucune activité professionnelle lucrative et bénéficiaire, en vertu de la législation relative à l'octroi d'allocations aux handicapés, d'une allocation calculée sur la base d'une incapacité permanente de travail d'au moins 65 pc., a droit aux allocations familiales aux taux fixés par l'article 50ter pour les enfants visés à l'article 51, alinéa 2, ou ceux qui font l'objet d'une dérogation, et à condition qu'ils fassent partie du même ménage. »

Art. 9. L'article 56sexies, § 1er, inséré par la loi du 9 juillet 1969, est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 1er. L'étudiant âgé de moins de 25 ans qui suit des cours dans les conditions déterminées en vertu de l'article 62, § 4, a droit aux allocations familiales pour les enfants visés à l'article 51, alinéa 2, et à condition qu'ils fassent partie du même ménage. »

En outre, l'étudiant doit avoir résidé effectivement en Belgique pendant au moins les cinq dernières années qui précédent la demande d'allocations familiales en application du présent article. »

3° de naturelle kinderen die door hem of zijn echtgenoot erkend zijn; het kind wiens geboorteakte de naam van de moeder vermeld wordt gelijkgesteld met een door haar erkend natuurlijk kind;

4° de sedert ten minste drie maanden van hetzelfde gezin deel uitmakende kleinkinderen en achterkleinkinderen, neven en nichten, in welk geval de kinderbijslag wordt toegekend vanaf het ogenblik dat het kind is begonnen deel uit te maken van dit gezin; voor de toepassing van deze bepaling worden de natuurlijke kinderen gelijkgesteld met wettige kinderen; de werknemer behoudt dit recht voor zijn kleinkinderen en achterkleinkinderen wanneer het kind overeenkomstig artikel 70 in een instelling geplaatst wordt, of wanneer hij zijn kleinkinderen en achterkleinkinderen uitsluitend of hoofdzakelijk op zijn kosten laat opvoeden in een inrichting voor onderwijs, opvoeding of verpleging of bij een particulier;

5° onverminderd artikel 53, zijn broers of zusters die deel uitmaken van hetzelfde gezin op voorwaarde dat zij nog niet rechtgevend zijn krachtens de kinderbijslagregeling voor zelfstandigen;

6° onverminderd artikel 53, zijn broers of zusters die geen deel uitmaken van hetzelfde gezin op voorwaarde dat zij nog niet op een andere grond rechtgevend zijn op kinderbijslag krachtens deze wetten, het koninklijk besluit nr. 48 van 24 oktober 1967 betreffende de toekenning van de gezinsbijslag aan de gedetineerden, het koninklijk besluit nr. 49 van 24 oktober 1967 betreffende de gezinsbijslag voor werklozen, het koninklijk besluit van 9 april 1965, betreffende de pool van de zeelieden ter koopvaardij of de kinderbijslagregeling voor zelfstandigen;

7° de van hetzelfde gezin deel uitmakende kinderen van de persoon van het andere geslacht met wie hij een huishouden voert alsmede de van zijn gezin deel uitmakende kinderen van de ex-echtgenoot;

8° de kinderen die in zijn gezin zijn geplaatst ten laste of door bemiddeling van een openbare overheid. »

Art. 7. Artikel 51 van dezelfde wetten, gewijzigd bij de besluit-wet van 26 augustus 1946, het koninklijk besluit van 10 april 1957 en het koninklijk besluit van 10 november 1967 wordt aangevuld met de volgende bepalingen :

« De Minister van Sociale Zaken kan evenwel, in behartenswaardige gevallen of categorieën van gevallen, bepalen dat een werknemer recht heeft op kinderbijslag voor kinderen die deel uitmaken van zijn gezin die niet vermeld zijn in het tweede lid of die niet de voorwaarden vervullen bepaald in datzelfde lid.

Wanneer de Minister van Sociale Zaken de in het vierde lid bedoelde bevoegdheid aanwendt inzake categorieën van gevallen, wint hij vooraf het advies van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers in.

Voor toepassing van het tweede lid, 5° en 6°, worden met broers en zusters gelijkgesteld de halfbroers en de halfzusters alsmede de natuurlijke kinderen die door dezelfde vader of dezelfde moeder werden erkend of in wier geboorteakte de naam van dezelfde moeder wordt vermeld. »

Art. 8. Artikel 56quinquies, § 1, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 september 1970, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. De minder valide die geen winstgevende beroepsbezighed uitoefent en krachtens de wetgeving betreffende het toekennen van tegemoetkomingen aan de minder validen een tegemoetkoming geniet berekend op grond van een blijvende arbeidsongeschiktheid van ten minste 65 pct. is gerechtigd op de kinderbijslag tegen de bij artikel 50ter bepaalde bedragen ten behoeve van de in artikel 51, tweede lid, bedoelde kinderen of deze die het voorwerp maken van een afwijking, en op voorwaarde dat zij deel uitmaken van hetzelfde gezin. »

Art. 9. Artikel 56sexies, § 1, ingevoegd bij de wet van 9 juli 1969 wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« § 1. De student van minder dan 25 jaar, die onderwijs volgt in de voorwaarden bepaald krachtens artikel 62, § 4, is gerechtigd op kinderbijslag voor de in artikel 51, tweede lid, bedoelde kinderen en op voorwaarde dat zij deel uitmaken van hetzelfde gezin.

Bovendien moet de student werkelijk in België hebben verblijven gedurende ten minste de laatste vijf jaar welke de indiening van de aanvraag om kinderbijslag bij toepassing van dit artikel voorafgaan. »

Art. 10. L'article 56sexies, § 6, des mêmes lois, inséré par la loi du 4 juillet 1969 et modifié par l'arrêté royal du 23 janvier 1976, est remplacé par la disposition suivante :

« Le Ministre des Affaires sociales peut, dans des cas particuliers, porter à 27 ans au plus la limite d'âge fixée au § 1er, ainsi qu'accorder des dérogations à la condition imposée dans le même paragraphe en ce qui concerne la résidence en Belgique. »

Art. 11. Dans l'article 63, des mêmes lois, modifié par l'arrêté royal n° 7 du 18 avril 1967 et par la loi du 28 mars 1975, la disposition suivante est insérée entre les alinéas 1er et 2^e :

« L'enfant visé à l'alinéa 1er, 2^e, sauf si l'enfant se trouve dans une situation mentionnée au 2^e précité sous b à e, ne peut ni exercer une activité donnant lieu à l'assujettissement à un des régimes de sécurité sociale, ni bénéficier de prestations sociales pour cause d'incapacité de travail, de chômage involontaire ou de mise à la retraite, sauf d'une allocation accordée en vertu de la législation relative à l'octroi d'allocations aux handicapés. »

Art. 12. L'article 64 des mêmes lois, modifié par les arrêtés-lois des 22 novembre 1945 et du 21 août 1946 et par l'arrêté royal du 10 avril 1957, est remplacé par la disposition suivante :

« § 1er L'attributaire visé à l'article 56bis exerce son droit par priorité.

§ 2. Lorsqu'en vertu des présentes lois, plusieurs attributaires autres que ceux visés au § 1er peuvent prétendre aux allocations familiales en faveur d'un même enfant, le droit à cette allocation est fixé par priorité :

A. 1^e dans le chef de l'attributaire qui élève l'enfant chez lui ou qui le fait éllever exclusivement ou principalement à ses frais dans une institution d'enseignement, d'éducation ou d'hospitalisation ou chez un particulier ou à l'attributaire visé à l'article 51, alinéa 2, 4^e, troisième phrase;

le droit reste fixé dans le chef de l'attributaire visé sous A, 1^e, alinéa 1er, si cet attributaire est hospitalisé ou prétend aux prestations familiales en application de l'article 41, alinéa 2, e.

L'attributaire qui fait éllever l'enfant dans une institution ou chez un particulier comme prévu sous A, 1^e, alinéa 1er, est présumé, jusqu'à preuve du contraire, supporter exclusivement ou principalement les frais de séjour de cet enfant dans ladite institution ou chez ce particulier.

2^e lorsque plus d'un attributaire élèvent l'enfant chez eux, dans le chef de ces attributaires et dans l'ordre suivant :

a) dans le chef des père, mère, beau-père, belle-mère;
b) dans le chef du plus âgé des autres attributaires, ceux mentionnés sous a faisant défaut.

Lorsqu'il y a plusieurs attributaires du même âge, ils désignent eux-mêmes le titulaire de la priorité, sinon la priorité est donnée au premier demandeur.

B. Lorsqu'aucun des attributaires ne remplit la condition prévue sous A, 1^e:

dans le chef de celui de ces attributaires désigné de la manière prévue sous A, 2^e, a et b. ».

Art. 13. L'article 66 des mêmes lois, modifié par la loi du 5 janvier 1976, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 66. Dans l'intérêt de l'enfant, l'attributaire qui n'est pas prioritaire en application de l'article 64 des présentes lois peut obtenir la priorité moyennant l'accord du titulaire de la priorité, pour un terme déterminé ou pour une durée indéterminée. Cet accord ne peut être dénoncé que dans l'intérêt de l'enfant.

Les changements de priorité visés à l'alinéa 1er se rapportent, au plus tôt, aux allocations familiales dues pour le mois au courant duquel la priorité est cédée ou est dénoncée.

Par dérogation aux alinéas précédents, le Ministre des Affaires sociales peut, en cas de refus du titulaire prioritaire, désigner le titulaire prioritaire et déterminer la prise de cours du droit prioritaire dans l'intérêt de l'enfant.

Art. 10. Artikel 56sexies, § 6, van dezelfde wetten, ingevoegd bij de wet van 4 juli 1969 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 23 januari 1976 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De Minister van Sociale Zaken kan, in bijzondere gevallen in § 1 bepaalde leeftijdsgrafs op ten hoogste 27 jaar brengen alsmede afwijkingen toestaan op de in dezelfde paragraaf gestelde voorwaarde inzake verblijf in België. ».

Art. 11. In artikel 63, van dezelfde wetten, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 7 van 18 april 1967 en de wet van 28 maart 1975, wordt tussen het eerste en het tweede lid de volgende bepaling ingevoegd :

« Het in het eerste lid, 2^e, bedoelde kind mag behoudens indien het kind zich in de toestand bevindt vermeld in voormeld 2^e, onder b tot e, geen activiteit uitoefenen die aanleiding geeft tot verzekerschapspligt ingevolge een van de regelingen van sociale zekerheid, geen sociale uitkeringen genieten wegens arbeidongeschiktheid, onvrijwillige werkloosheid of pensionering behalve een tegemoetkoming toegekend ingevolge de wetgeving betreffende de toekenning van tegemoetkomingen aan minder-validen. ».

Art. 12. Artikel 64 van dezelfde wetten gewijzigd bij de besluit-wetten van 22 november 1945 en 21 augustus 1946 en het koninklijk besluit van 10 april 1957, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« § 1. De rechthebbende bedoeld in artikel 56bis oefent zijn recht uit bij voorrang.

§ 2. Wanneer verscheidene rechthebbenden anderen dan deze bedoeld in § 1 krachtens deze wetten aanspraak kunnen maken op kinderbijslag ten behoeve van eenzelfde kind, wordt het recht op die bijslag bij voorrang vastgesteld :

A. 1^e in hoofde van de rechthebbende die het kind bij zich opvoedt of het uitsluitend of hoofdzakelijk op zijn kosten laat opvoeden in een inrichting voor onderwijs, opvoeding of verpleging of bij een particulier of aan de rechthebbende bedoeld in artikel 51, tweede lid, 4^e, derde zin;

het recht blijft vastgesteld in hoofde van de rechthebbende bedoeld in A, 1^e, eerste lid, indien deze rechthebbende in een verplegingsinrichting verblijft of aanspraak maakt op gezinsbijslag bij toepassing van artikel 41, tweede lid, e.

De rechthebbende die het kind laat opvoeden in een inrichting of bij een particulier zoals bedoeld in A, 1^e, eerste lid, wordt geacht tot bewijs van het tegendeel uitsluitend of hoofdzakelijk de verblijfkosten van dit kind in die inrichting of bij die particulier te dragen.

2^e wanneer meer dan één rechthebbende het kind bij zich opvoedt, in hoofde van deze rechthebbenden en in de volgende orde :

a) in hoofde van de vader, moeder, stiefvader, stiefmoeder;
b) in hoofde van de oudste van de andere rechthebbenden bij ontstentenis van dezen bedoeld onder a van deze.

Zijn verscheidene rechthebbenden even oud, dan wijzen zij de voorrangsgerechtigde aan, zoniet wordt de voorrang gegeven aan de eerste aanvrager.

B. Wanneer geen rechthebbende de voorwaarde vervult bepaald in A, 1^e:

in hoofde van diegene van deze rechthebbenden aangewezen op dezelfde wijze als bepaald in A, 2^e, a en b. ».

Art. 13. Artikel 66 van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wet van 5 januari 1976, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Art. 66. In het belang van het kind kan de rechthebbende die overeenkomstig artikel 64 van deze wetten de voorrang niet heeft, met instemming van de voorrangsgerechtigde, de voorrang bekomen voor een bepaalde termijn of voor een onbepaalde tijd. Herroeping van die instemming is alleen mogelijk in het belang van het kind.

De in het eerste lid bedoelde wijzigingen van voorrang hebben ten vroegste betrekking op de kinderbijslag verschuldigd voor de maand waarin de afstand van voorrang wordt gedaan of wordt herroepen.

In afwijking van de vorige ledren kan de Minister van Sociale Zaken ingeval van weigering van de voorrangsgerechtigde, in het belang van het kind, de voorrangsgerechtigde aanwijzen en de aanvangsdatum van het voorrangrecht bepalen.

Toutes les cessions de priorité accordées avant le 1er janvier 1983 pour un terme déterminable sont censées être faites pour une durée indéterminée. ».

Art. 14. A l'article 70, alinéas 1er et 3, des mêmes lois, modifié par la loi du 20 décembre 1974 et la loi du 5 janvier 1976, les mots « ou chez un particulier » et « ou au particulier » sont supprimés.

Art. 15. L'article 70bis des mêmes lois, inséré par la loi du 30 juin 1981, est complété par la disposition suivante : « Lorsque les prestations familiales sont dues du chef d'un seul attributaire en faveur d'enfants faisant partie de son ménage et élevés par différents allocataires, faisant également partie du même ménage, ainsi que dans le cas où les prestations familiales sont dues dans le chef d'un attributaire pour différents enfants, les uns faisant partie de son ménage et les autres étant placés dans le sens de l'article 70, le paiement s'effectue comme suit pour ces enfants :

1° les prestations visées aux articles 40, 42, 42bis, 50bis et 50ter, sont réparties entre les différents allocataires, au sens des articles 69 et 70, proportionnellement au nombre d'enfants élevés par chacun d'entre eux;

2° les prestations visées aux articles 44 et 47 sont payées à l'allocataire au sens des articles 69 et 70 qui élève l'enfant bénéficiaire de ces prestations.

Art. 16. L'article 73bis, § 1er, des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés modifié par l'arrêté royal n° 7 du 18 avril 1967 et par l'arrêté royal n° 29 du 15 décembre 1978, est remplacé par les dispositions suivantes :

« § 1er. Les caisses de compensation pour allocations familiales ainsi que les autorités et établissements publics visés à l'article 18 accordent une allocation de naissance à l'occasion de la naissance de tout enfant bénéficiaire d'allocations familiales en vertu des présentes lois.

L'allocation de naissance est également accordée s'il n'existe aucun droit aux allocations familiales en vertu des présentes lois parce que l'enfant est mort né ou qu'est survenue une fausse couche après une grossesse d'au moins cent quatre-vingts jours.

L'allocation de naissance est également accordée pour l'enfant faisant partie du ménage d'un travailleur salarié à condition que :

1° un acte d'adoption ou de légitimation par adoption ou une convention établissant la tutelle officieuse ait été passé dans l'année qui suit la naissance de l'enfant concerné exprimant la volonté de l'attributaire ou de son conjoint d'adopter cet enfant, de le légitimer par adoption ou de le prendre sous tutelle officieuse;

2° à la date de la signature dudit acte ou de ladite convention, l'adoptant ou son conjoint ou le tuteur officieux ou son conjoint ait droit, en vertu des présentes lois, aux allocations familiales pour ledit enfant.

Lorsque, avant la signature de l'acte ou de la convention visé à l'alinéa 3, 1°, le père ou la mère n'a pas réclamé l'allocation de naissance, cette allocation de naissance est exclusivement due à l'adoptant ou son conjoint ou au tuteur officieux ou son conjoint. Toutefois, lorsque cet acte ou cette convention est passé dans les trois mois de la naissance, l'allocation de naissance n'est due à l'adoptant ou son conjoint ou au tuteur officieux ou son conjoint que si le père ou la mère n'ont pas réclamé cette allocation dans ledit délai.

Le montant de l'allocation de naissance accordé pour l'enfant adopté, légitimé par adoption, ou pris sous tutelle officieuse, est celui d'application à la date de la signature de l'acte ou de la convention visé à l'alinéa 3, 1°.

Pour déterminer le rang de naissance, l'enfant est considéré comme un enfant propre de l'adoptant ou du tuteur officieux.

L'allocation de naissance s'élève à :

1° 18 331 F pour le premier-né du père ou de la mère;

2° 12 643 F pour le second-né du père ou de la mère dans la mesure où ledit enfant n'est pas visé au 1°;

3° 6 801 F pour chaque enfant né qui n'est pas visé au 1° ou au 2°.

Alle vóór 1 januari 1983 voor een bepaalbare termijn gedane afstanden van voorrang worden geschat gedaan te zijn voor onbepaalde tijd. ».

Art. 14. In artikel 70, eerste en derde lid, van dezelfde wetten, gewijzigd bij de wet van 20 december 1974 en de wet van 5 januari 1976, worden de woorden « of bij een particulier » en « of de particulier » geschrapt.

Art. 15. Artikel 70bis van dezelfde wetten ingewoogd bij de wet van 30 juni 1981 wordt aangevuld met de volgende bepaling : « Indien de gezinsbijslag verschuldigd is uit hoofde van één rechthebbende ten behoeve van zijn gezin deeluitmakende kinderen opgevoed door verschillende bijslagtrekkenden die eveneens deel uitmaken van hetzelfde gezin, alsmede in het geval waarin uit hoofde van een rechthebbende gezinsbijslag is verschuldigd voor verschillende kinderen waarvan de enen deel uitmaken van zijn gezin en de anderen geplaatst zijn in de zin van artikel 70, wordt voor deze kinderen, de uitbetaling als volgt gedaan :

1° de uitkeringen bedoeld in de artikelen 40, 42, 42bis, 50 bis en 50ter worden onder de verschillende bijslagtrekkenden in de zin van de artikelen 69 en 70, verdeeld, naar verhouding van het aantal kinderen opgevoed door ieder van hen;

2° de uitkeringen bedoeld in de artikelen 44 en 47 worden uitbetaald aan de bijslagtrekkende in de zin van de artikelen 69 en 70 die het kind opvoedt voor wie de uitkeringen worden verleend.

Art. 16. Artikel 73bis, § 1, van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 7 van 18 april 1967 en bij het koninklijk besluit nr. 29 van 15 december 1978, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« § 1. De kinderbijslagfondsen alsook de in artikel 16 bedoelde overheden en openbare instellingen kennen een kraamgeld toe bij de geboorte van elk kind dat recht heeft op kinderbijslag krachtens deze wetten.

Het kraamgeld wordt ook verleend indien geen recht op kinderbijslag krachtens deze wetten bestaat, omdat het kind doodgeboren is of omdat het om een miskraam gaat na ten minste honderd tachtig dagen zwangerschap.

Het kraamgeld wordt ook verleend voor het kind dat deel uitmaakt van het gezin van een werknemer op voorwaarde dat :

1° een adoptieakte of akte van wettiging door adoptie of een overeenkomst die de pleegvoogdij tot stand brengt verleden is geworden binnen het jaar dat volgt op de geboorte van het betrokken kind, welke de wil van de rechthebbende of zijn echtgenoot uitdrukt om dit kind te adopteren, te wettigen door adoptie of onder pleegvoogdij te nemen;

2° op de datum van de ondertekening van deze akte of deze overeenkomst de adoptant of zijn echtgenoot of de pleegvoogd of zijn echtgenoot recht heeft op kinderbijslag voor dit kind, krachtens deze wetten.

Indien vóór de ondertekening van de akte of de overeenkomst bedoeld in het derde lid, 1°, de vader of de moeder het kraamgeld niet heeft aangevraagd, is dit kraamgeld uitsluitend verschuldigd aan de adoptant of zijn echtgenoot of aan de pleegvoogd of zijn echtgenoot. Indien evenwel deze akte of overeenkomst verleden is binnen de drie maanden na de geboorte, is het kraamgeld slechts verschuldigd aan de adoptant of zijn echtgenoot of aan de pleegvoogd of zijn echtgenoot wanneer de vader of de moeder deze uitkering niet binnen diezelfde termijn hebben aangevraagd.

Het bedrag van het kraamgeld dat toegekend wordt voor het geadopteerde, door adoptie gewettigd of onder pleegvoogdij genomen kind is datgene dat van toepassing is op de datum van de ondertekening van de akte of overeenkomst bepaald in het derde lid, 1°.

Om de geboorterang te bepalen wordt het kind aanzien als een eigen kind van de adoptant of van de pleegvoogd.

Het kraamgeld bedraagt :

1° 18 331 F voor het eerste geboren kind van de vader of van de moeder;

2° 12 643 F voor het tweede geboren kind van de vader of van de moeder, voor zover dat kind niet onder 1° wordt bedoeld;

3° 6 801 F voor elk geboren kind dat niet onder 1° of 2° wordt bedoeld.

Exclusivement pour la fixation du montant de l'allocation de naissance qui leur est due, tous les enfants issus d'un accouchement multiple, sont considérés comme ayant le même rang de naissance. ».

Art. 17. L'article 106, alinéa 3, 2°, modifié par la loi du 5 août 1978, l'article 106bis, alinéa 3, 3°, inséré par l'arrêté royal n° 28 du 15 décembre 1978, et l'article 107bis, inséré par la loi du 27 février 1976, des mêmes lois coordonnées, sont abrogés.

Art. 18. Le dernier alinéa de l'article 106 de ces lois, tel qu'il a été modifié par la loi du 5 août 1978, est remplacé par la disposition suivante :

« Lorsque, après déduction des affectations dont question aux alinéas précédents, le fonds de réserve destiné aux allocations familiales et de naissance présente encore un solde positif à la fin du mois qui précède celui au cours duquel la proposition est faite, le Comité de gestion peut proposer au Ministre d'autoriser l'Office national à utiliser le fonds de réserve pour payer des avantages supplémentaires, à concurrence des sommes disponibles.

La proposition du Comité de gestion et la décision du Ministre valent :

- a) pour la durée de la décision;
- b) jusqu'à ce qu'il appert que le fonds de réserve ne suffit plus à payer les avantages supplémentaires aux catégories d'ayants droit visés par la décision. »

Art. 19. A l'article 107 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, rétabli par la loi du 20 juillet 1971, sont apportées les modifications suivantes :

1° au § 1er, les mots « familles de travailleurs salariés » sont remplacés par les mots « familles qui bénéficient des allocations familiales ou en ont bénéficié en tant que familles de travailleurs salariés »;

2° au § 2, les mots « sur proposition du Comité de gestion » sont remplacés par les mots « après avis du Comité de gestion »;

3° au § 2, 3°, les mots « familles de travailleurs salariés » sont remplacés par les mots « les familles qui bénéficient des allocations familiales ou qui en ont bénéficié en tant que familles de travailleurs salariés ».

Art. 20. A l'article 110, alinéa 2, des mêmes lois coordonnées, inséré par la loi du 5 août 1978, les mots « et de l'article 107bis » sont supprimés.

Art. 21. Sont abrogés :

1° l'article 53bis des mêmes lois, modifié par l'arrêté-loi du 21 août 1948;

2° l'article 53ter des mêmes lois, modifié par l'arrêté-loi du 21 août 1948, la loi du 20 avril 1962 et l'arrêté royal n° 68 du 10 novembre 1967.

Art. 22. A partir du 1er janvier 1984, les articles 53 et 54 sont abrogés et les mots « sans préjudice de l'article 53 », sont supprimés dans l'article 51, alinéa 2, 5° et 6°.

Art. 23. Sans préjudice des dispositions de l'article 22, le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1983, sauf les articles 1, 2, 4, 5, 6, 7, 8, 12, 14, 15 et 21 qui entrent en vigueur le 1er avril 1983.

Art. 24. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril — Espagne, le 30 décembre 1982.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,

J.-L. DEHAENE

Uitsluitend ter bepaling van het bedrag van het voor hen verschuldigde kraamgeld, worden evenwel alle kinderen die bij een meervoudige geboorte ter wereld komen, geacht dezelfde geboorterang te hebben. ».

Art. 17. Artikel 106, derde lid, 2°, gewijzigd bij de wet van 5 augustus 1978, artikel 106bis, derde lid, 3°, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 28 van 15 december 1978, en artikel 107bis, ingevoegd bij de wet van 27 februari 1976, van dezelfde samengeordende wetten, worden opgeheven.

Art. 18. Artikel 106, laatste lid, van deze wetten, zoals gewijzigd door de wet van 5 augustus 1978, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Wanneer het reservefonds voor de kinderbijslag en het kraamgeld, na aftrek van de in de vorige ledien bepaalde affectaties, op het einde van de maand die voorafgaat aan deze waarin het voorstel gedaan wordt, nog een positief saldo vertoont, mag het Beheerscomité, ten belope van de aldus beschikbare sommen, aan de Minister voorstellen de Rijksdienst toe te laten het reservefonds voor de betaling van bijkomende voordelen te gebruiken.

Het voorstel van het Beheerscomité en de daaropvolgende beslissing van de Minister gelden :

a) voor de duur van de beslissing;

b) tot wanneer blijkt dat het reservefonds ontoereikend geworden is om de bijkomende voordelen nog verder te betalen aan de categorieën van rechthebbenden die bij de beslissing bedoeld worden. ».

Art. 19. In artikel 107, van de samengeordende wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders, opnieuw opgenomen bij de wet van 20 juli 1971, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 worden de woorden « de werknemersgezinnen » vervangen door de woorden « de gezinnen die rechtgevend zijn of geweest zijn op kinderbijslag als werknemersgezin »;

2° in § 2 worden de woorden « op voorstel van het Beheerscomité » vervangen door de woorden « na het advies van het Beheerscomité »;

3° in § 2, 3°, worden de woorden « de werknemersgezinnen » vervangen door de woorden « de gezinnen die rechtgevend zijn of geweest zijn op kinderbijslag als werknemersgezinnen ».

Art. 20. In artikel 110, tweede lid van dezelfde samengeordende wetten, ingevoegd bij de wet van 5 augustus 1978, worden de woorden « en van artikel 107bis » geschrapt.

Art. 21. Worden opgeheven :

1° artikel 53bis van dezelfde wetten, gewijzigd bij de besluit-wet van 21 augustus 1948;

2° artikel 53ter van dezelfde wetten, gewijzigd bij de besluit-wet van 21 augustus 1948, de wet van 20 april 1962 en het koninklijk besluit nr. 68 van 10 november 1967.

Art. 22. Met ingang van 1 januari 1984 worden de artikelen 53 en 54 opgeheven en worden de woorden « onvermindert artikel 53 » geschrapt in artikel 51, tweede lid, 5° en 6°.

Art. 23. Onvermindert het bepaalde in artikel 22, treedt dit besluit in werking op 1 januari 1983, behalve de artikelen 1, 2, 4, 5, 6, 7, 8, 12, 14, 15 en 21 die in werking treden op 1 april 1983.

Art. 24. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril — Spanje, 30 december 1982.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,

J.-L. DEHAENE